

00

Bases statistiques et produits généraux

022-1000

Mémento statistique de la Suisse 2010



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11

Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60

Téléfax 032 713 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2010. Paraît en français, allemand,

italien, romanche et anglais.

Conception et rédaction:

Bernhard Morgenthaler, Armin Grossenbacher

Graphiques:

Daniel von Burg

Cartes:

Sabine Kuster

Organisation:

Etienne Burnier

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Mise en page:

Pierre-Alain Baeriswyl, Daniel von Burg

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © godfer – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1000

ISBN:

978-3-303-00427-2

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

1860–2010: L'Office fédéral de la statistique a 150 ans

Il y a 150 ans, en juin 1860, le Conseil fédéral crée le «Bureau fédéral de la statistique» pour les besoins de l'Etat, suivant l'exemple d'autres pays qui l'ont précédé dans cette démarche. L'exécutif voit dans cette nouvelle institution une source d'information nécessaire pour mieux évaluer l'état du pays.

Au fil du temps, la thématique de la statistique s'est élargie selon les problématiques particulières à chaque époque historique et l'Office fédéral de la statistique s'est développé en un centre de services moderne pour la société et l'Etat. Aujourd'hui le thème de la statistique économique de même que la statistique sur l'environnement ou sur l'égalité entre femmes et hommes suscitent un grand intérêt.

Dès le début, les résultats et analyses des enquêtes ne sont pas réservés aux seuls gouvernants, mais destinés également au large public. Le premier annuaire statistique paraît en 1891, et sa version condensée, le Mémento statistique de la Suisse, dès 1914. Ces deux publications sont l'expression d'une large accessibilité des statistiques. Grâce à sa taille modeste et maniable, le Mémento statistique publié en cinq langues (allemand, français, italien, romanche et anglais) est tiré chaque année à plus de 100 000 exemplaires (le plus gros tirage de l'OFS).

Les publications statistiques historiques de la Suisse se trouvent toujours dans les bibliothèques; pour les rendre facilement accessibles à tous, beaucoup d'entre elles ont été scannées récemment et sont à disposition du public sur la page OFS du jubilé. Le développement de la statistique et de l'OFS au fil du temps est illustré par des textes et des images grâce à une «machine à remonter le temps» multimédia.

L'ancien Bureau fédéral de la statistique renommé Office fédéral de la statistique OFS en 1979 vous souhaite une bonne lecture et vous invite à visiter le Portail statistique sous www.statistique.admin.ch et les pages du 150^e anniversaire www.ofs150ans.ch

Jürg Marti

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, janvier 2010

Autres sources d'informations:

- Pour plus d'informations sur l'histoire du 150^e anniversaire de l'OFS, vous pouvez visiter les pages www.ofs150ans.ch
- Des communiqués de presse livrés à domicile: les communiqués de presse complets de l'OFS vous parviennent directement par courrier électronique (inscription: www.news-stat.admin.ch).
- Par ce même biais, vous pouvez recevoir des informations sur les dernières publications de l'OFS ou des newsletters sur différents thèmes.
- Des réponses à des questions spécifiques sont disponibles auprès du service d'information de l'OFS, tél. 032 713 60 11 ou e-mail: info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons en 2008

	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 1998–2008 en %
Suisse	7 701,9	21,7	73,6	193	8,1
Zurich (ZH)	1 332,7	23,5	95,1	802	12,2
Berne (BE)	969,3	12,8	62,4	166	3,0
Lucerne (LU)	368,7	16,2	51,0	258	7,4
Uri (UR)	35,2	9,1	0,0	33	-1,3
Schwytz (SZ)	143,7	17,9	80,2	169	13,6
Obwald (OW)	34,4	12,4	0,0	72	7,6
Nidwald (NW)	40,7	10,6	87,7	169	9,2
Glaris (GL)	38,4	19,4	0,0	56	-0,8
Zoug (ZG)	110,4	22,9	96,0	533	14,4
Fribourg (FR)	268,5	17,2	55,6	168	15,7
Soleure (SO)	251,8	19,2	77,2	319	3,4
Bâle-Ville (BS)	186,7	30,7	100,0	5 045	-2,0
Bâle-Campagne (BL)	271,2	18,5	91,8	524	5,6
Schaffhouse (SH)	75,3	22,6	74,2	253	2,1
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,1	13,7	53,1	218	-1,4
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,5	10,1	0,0	90	4,5
Saint-Gall (SG)	471,2	21,5	66,9	242	5,9
Grisons (GR)	190,5	15,6	49,6	27	2,3
Argovie (AG)	591,6	21,0	65,6	424	10,3
Thurgovie (TG)	241,8	20,6	49,5	280	6,8
Tessin (TI)	332,7	25,4	87,1	121	8,7
Vaud (VD)	688,2	29,9	74,7	244	12,5
Valais (VS)	303,2	20,0	56,8	58	10,5
Neuchâtel (NE)	170,9	23,7	74,5	238	3,2
Genève (GE)	446,1	38,1	99,2	1 815	11,8
Jura (JU)	69,8	12,1	30,2	83	1,2

Population résidante permanente dans les grandes villes en 2008

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 1998–2008	en milliers	Croissance en % 1998–2008
Total	1 056,8	5,3	2 970,2	9,7
Zurich	365,1	8,4	1 154,5	12,6
Genève	183,3	6,1	513,2	12,9
Bâle	164,9	-2,3	494,3	3,5
Berne	122,9	-0,3	348,7	3,3
Lausanne	122,3	7,1	324,4	10,7
Winterthour	98,2	12,0	135,0	13,4

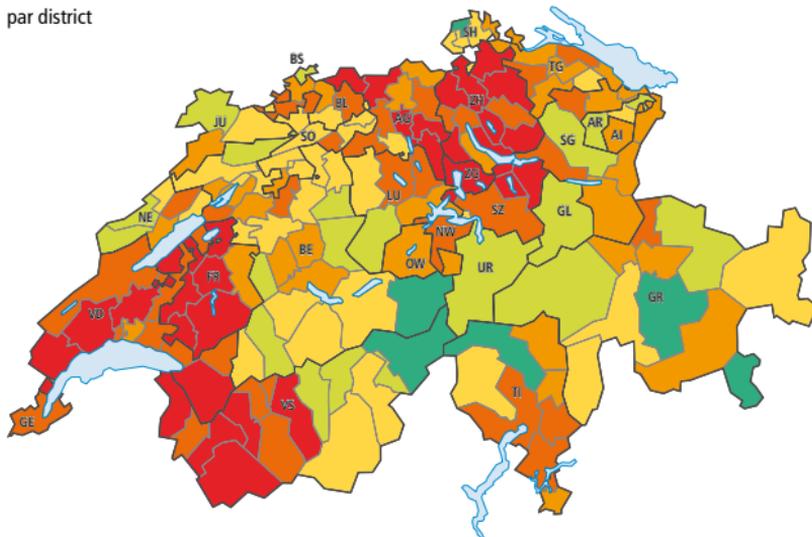
La population est majoritairement citadine

Aujourd'hui la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des agglomérations des cinq plus grandes villes de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne).

Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2008: +1,6% contre +1,0).

Croissance démographique, de 1998 à 2008

par district



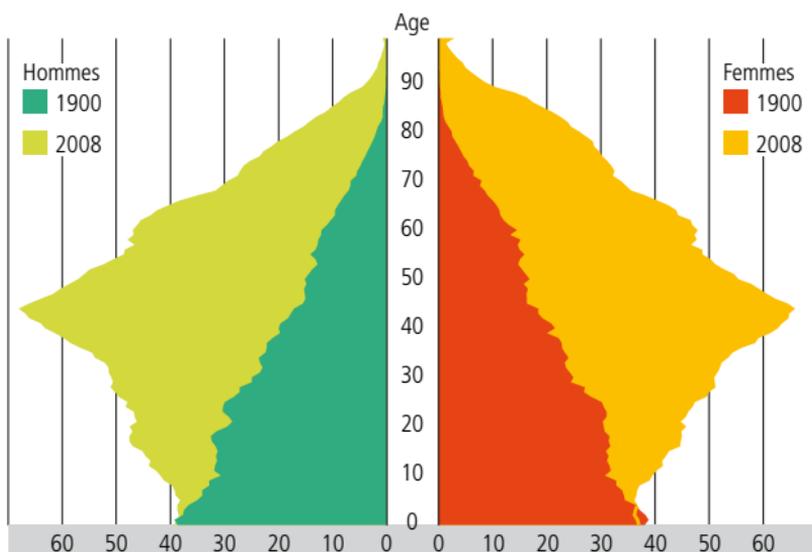
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +8,1 %



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges (1900) s'est transformée en «sapin» (2008), les générations 1959 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant.

Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans et plus devrait passer de 17% en 2008 à 28% environ en 2050.

Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et dans une bien moindre mesure par l'excédent des naissances (2008: 86% contre 14%).

Naissances vivantes en 2008

Total	76 691
Garçons pour 100 filles	106,5
Part des enfants nés hors mariage en %	17,1
Naissances multiples	1 305
Naissances de jumeaux	1 275
Nombre d'enfants par femme ¹	1,48

Décès en 2008

Total	61 233
Age au décès	
0–19 ans	538
20–39 ans	1 055
40–64 ans	8 114
65–79 ans	15 667
≥ 80 ans	35 859

Migrations internationales en 2008

Personnes immigrées	184 297
dont étrangers	161 629
Personnes émigrées	86 130
dont étrangers	58 266
Solde migratoire	98 167
Suisses	-5 196
Etrangers	103 363

Migrations internes² en 2008

Total arrivées et départs	434 688
----------------------------------	----------------

Mariages en 2008

Total	41 534
Suisse/Suisse	21 394
Suisse/étrangère	8 423
Etranger/Suisse	6 605
Etranger/étrangère	5 112
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,4
Femmes célibataires	29,1

Divorces en 2008

Total	19 613
avec enfants mineurs (%)	44,8
Durée du mariage	
0–4 ans	2 037
5–9 ans	5 502
10–14 ans	3 552
15 ans et plus	8 522
Indic. conjoncturel de divortialité ³	48,4

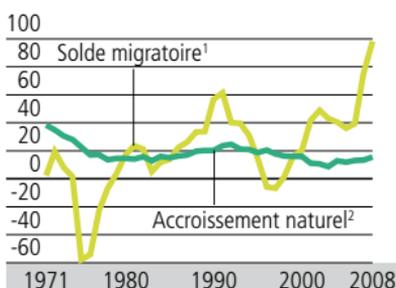
1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

2 Migrations intercommunales exclusivement

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Solde migratoire

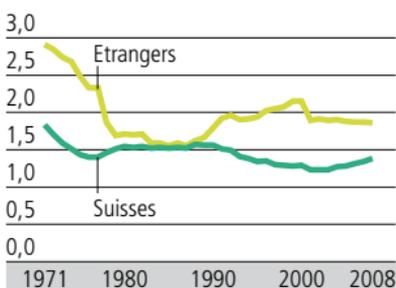
et accroissement naturel en milliers



1 Y compris les changements de statut: remplacement de l'autorisation de résidence valable moins de 12 mois par une autorisation de résidence valable 12 mois ou plus

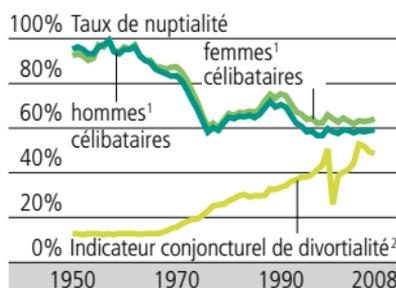
2 Naissances vivantes moins décès

Indicateur conjoncturel de fécondité¹



1 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1, colonne de gauche

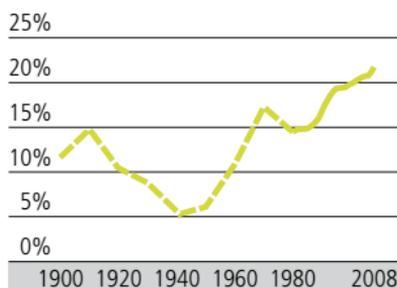
Mariages et divorces



1 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

2 Cf. remarque 3, colonne de gauche

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère

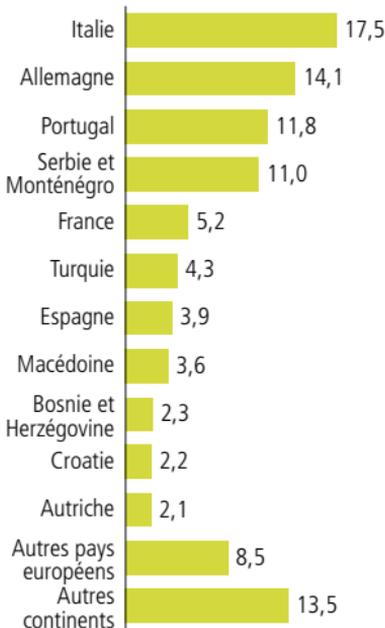


Population résidente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence en 2008

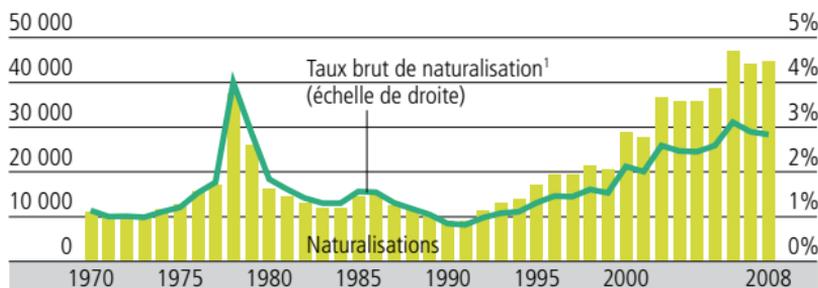
	en milliers
Total¹	1 763,6
Autorisation de séjour (livret B)	516,9
Autorisation d'établis. (livret C)	1 103,4
Autorisation de séjour de courte durée (≥12 mois) (livret L)	18,6
Fonctionnaires internationaux et diplomates	27,3
Autorisation de séjour de courte durée (<12 mois) (livret L)	53,1
Requérants d'asile (livret N)	17,8
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	23,0

¹ Y compris l'effectif compensatoire

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité en 2008



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre de personnes naturalisées en % de la population résidente permanente d'origine étrangère

Population étrangère: plus de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 15 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 22%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (53%) y résident depuis plus de 15 ans ou sont nés ici. En 2008, 44 440 personnes (2,8% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse, une part qui est relativement faible en comparaison européenne. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans), contre 32 chez les Suisses. 26% des enfants nés en Suisse en 2008 sont de nationalité étrangère. En 2008, le nombre des immigrations s'est accru de 11% par rapport à 2007. 63% des immigrés étaient des ressortissants de l'espace UE/AELE.

Les formes de vie commune changent

Les gens sont toujours moins nombreux à vivre dans un ménage familial avec enfants: ils étaient 70% à être dans ce cas en 1970, contre 55% aujourd'hui (2008). Les gens vivent de plus en plus souvent seuls (7% en 1970 contre 17% en 2008) ou dans des ménages de couple sans enfant (18% contre 26%).

La décision de se marier et de fonder une famille intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 29 ans (2008) pour les femmes et de 26 à 31 ans pour les hommes. L'âge de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 29 ans.

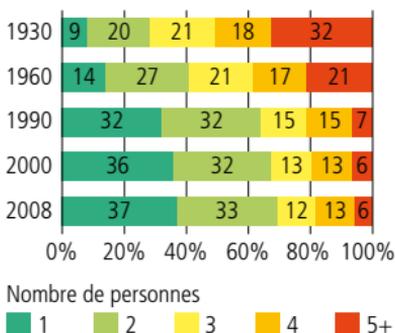
Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: deux tiers des mères (66%) sont actives occupées, mais le plus souvent uniquement à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères (cf. p. 48). La part des enfants ne vivant qu'avec un de leurs parents s'accroît. Elle est particulièrement élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans (2008: 17%; 1980: 11%).

Langues en 2000 ¹	en %
Allemand	63,7
Français	20,4
Italien	6,5
Serbe et croate	1,5
Albanais	1,3
Portugais	1,2
Espagnol	1,1
Anglais	1,0
Langues turques	0,6
Romanche	0,5
Autres langues slaves	0,3
Autres langues	1,9

¹ Population selon la langue principale

Taille des ménages

Ménages privés seulement

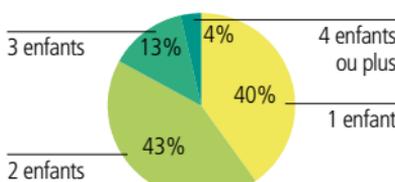


Ménages privés en 2008 en milliers

Total	3 362,1
Ménages d'une personne	1 246,7
Ménages familiaux	2 072,2
Couples sans enfant	953,8
Couples avec enfants	905,0
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	181,3
Personnes seules avec père ou mère	32,1
Ménages non familiaux	43,2

Ménages familiaux avec enfants en 2000

uniquement enfants non mariés de moins de 18 ans



Appartenance religieuse en 2000

	en %
Protestants ¹	35,3
Catholiques romains	41,8
Catholiques-chrétiens	0,2
Chrétiens orthodoxes	1,8
Autres communautés chrétiennes	0,2
Communauté juive	0,2
Communautés islamiques	4,3
Autres Eglises et communautés religieuses	0,8
Sans appartenance religieuse	11,1
Sans indication	4,3

¹ Y compris Eglises néo-apostoliques et Témoins de Jéhovah

Données climatiques 2008

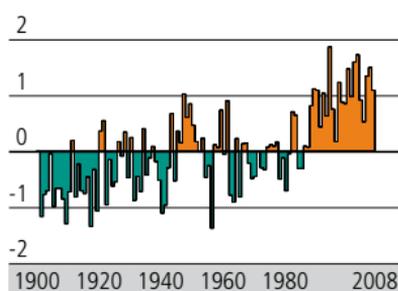
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	12,6	1,0	2 189	142	1 989	98
Bâle-Binningen (316)	10,8	1,2	870	112	1 607	101
Genève-Cointrin (420)	10,8	1,0	1 135	117	1 960	116
Neuchâtel (485)	10,3	1,0	968	104	1 601	103
Sion (482)	10,8	1,6	561	94	2 164	109
Zurich / Fluntern (556)	9,6	1,1	1 213	112	1 631	110
Berne-Zollikofen (553)	9,0	0,8	945	92	1 798	110
Saint-Gall (776)	8,6	1,2	1 373	110	1 597	115
Davos-Village (1594)	3,8	1,0	1 164	108	1 718	102

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

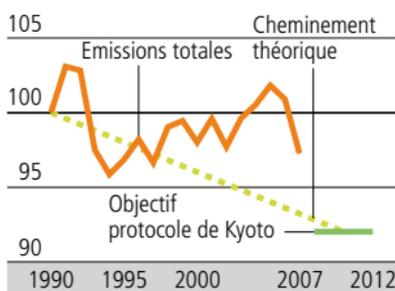
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961 – 1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Changements climatiques

En rejetant toujours plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, l'être humain modifie sensiblement le système climatique de la Terre, comme en témoigne la hausse des températures indépendamment des variations naturelles. Les émissions de gaz à effet de serre sont dues principalement aux transports (en particulier les transports routiers), aux ménages (chauffage et eau chaude) et à l'industrie.

Utilisation du sol

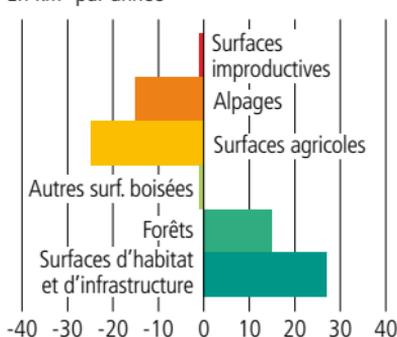
Période de relevé 1992 – 1997

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Forêts, surfaces boisées	12 716	30,8
Surfaces agricoles	9 873	23,9
Alpages	5 378	13,0
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	2 791	6,8
Lacs et cours d'eau	1 740	4,2
Autres surfaces improductives	8 787	21,3

Evolution de l'utilisation du sol

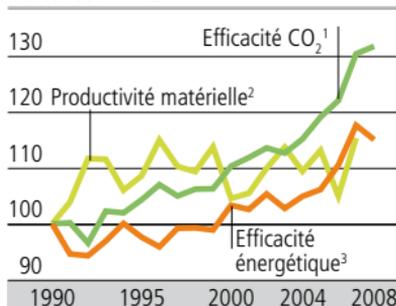
de 1979/85 à 1992/97

En km² par année



Eco-efficacité

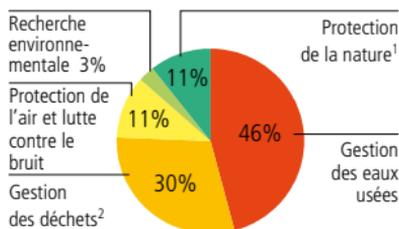
Indice 1990 = 100



- 1 PIB / émissions de CO₂
- 2 PIB / ensemble des besoins matériels
- 3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2007

Total: 3,8 milliards de francs



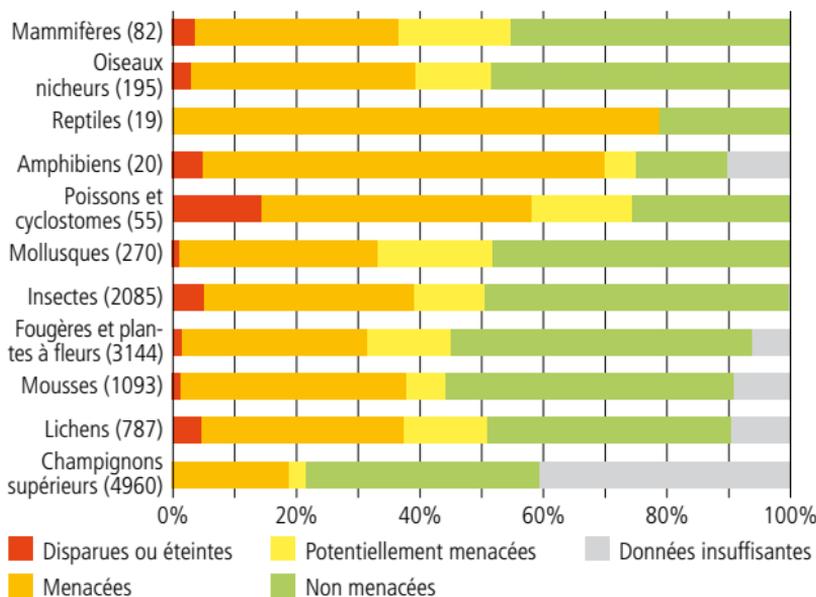
- 1 Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques
- 2 Sans les usines d'incinération des ordures ménagères

Eco-efficacité

L'éco-efficacité de l'économie augmente quand, pour une même quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées, la valeur économique produite augmente. Une amélioration de l'éco-efficacité peut toutefois être due au développement du secteur tertiaire au détriment du secteur secondaire, et signifier que des activités industrielles qui utilisent beaucoup d'énergie et de matières, et qui produisent de grandes quantités de CO₂, ont été transférées à l'étranger.

Biodiversité – Espèces menacées

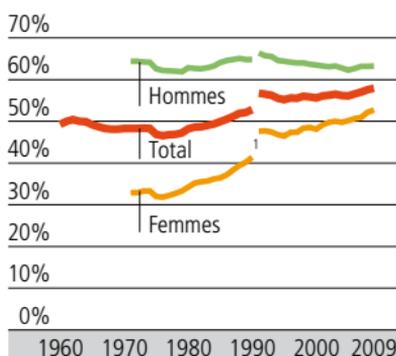
Etat: 1994–2007 selon le groupe d'espèces



Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines constituent cependant une menace pour la diversité biologique. Si la transformation du paysage par l'être humain a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, l'uniformisation croissante et l'utilisation plus intensive du paysage conduisent inexorablement à une diminution des populations et finalement à des disparitions d'espèces.

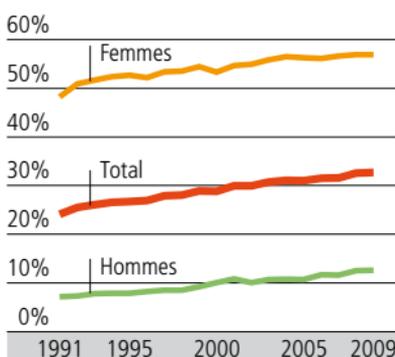
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente

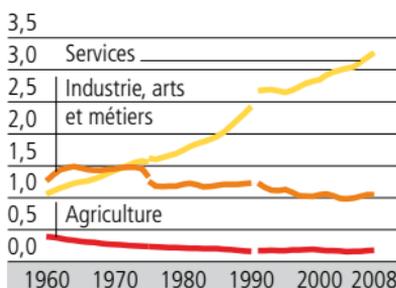


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

2^e trimestre, population résidente permanente, en milliers

	2008	2009
Total	4 229	4 280
Indépendants	588	557
Collaborateurs familiaux	83	93
Salariés	3 345	3 400
Apprentis	213	231

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

	1991	1995	2000	2006	2007	2008
Total	4 075	3 952	4 080	4 304	4 413	4 500
Suisses	3 032	2 966	3 100	3 198	3 257	3 291
Etrangers	1 043	986	980	1 106	1 156	1 209
Autorisat. d'établissement	556	564	595	573	587	606
Autorisation de séjour	180	205	183	264	283	321
Saisonniers ¹	72	38	23	–	–	–
Frontaliers	181	146	143	187	203	212
Autorisat. de courte durée	20	17	20	63	63	49
Autres étrangers	33	17	16	19	20	21
Hommes	2 389	2 282	2 301	2 385	2 447	2 474
Femmes	1 686	1 670	1 779	1 919	1 966	2 026

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte augmentation du nombre de femmes actives occupées entre 2004 et 2009

Entre 2004 et 2009, le nombre de femmes actives occupées (+10,4% à 1,972 millions) a augmenté de manière plus marquée que celui des hommes (+6,2% à 2,308 millions). De plus en plus, elles mènent de front activité professionnelle et vie de famille et occupent en majorité des emplois à temps partiel. En 2009, 57,2% des femmes exercent une activité à temps réduit (2004: 56,8%). La part d'hommes à temps partiel est également en légère progression depuis 2004 (+1,8 point de pour cent) et atteint 12,9% en 2009. L'essor de l'activité féminine a également été favorisé par la tertiarisation de l'économie; en effet, 87,0% des femmes sont occupées dans le secteur tertiaire (hommes: 64,5%).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du XX^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion atteint à présent 27%. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 36% des actifs occupés (2009), contre 26% dans le tertiaire.

Près de deux tiers des actifs occupés étrangers (2009: 67%) sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. La part des travailleurs originaires du sud de l'Europe (35%) est la plus élevée suivie des Européens du nord et de l'ouest (30%). 21% des actifs occupés étrangers proviennent des pays de l'ouest des Balkans et de la Turquie.

Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, plus des quatre cinquièmes (82%) ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 62% seulement pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

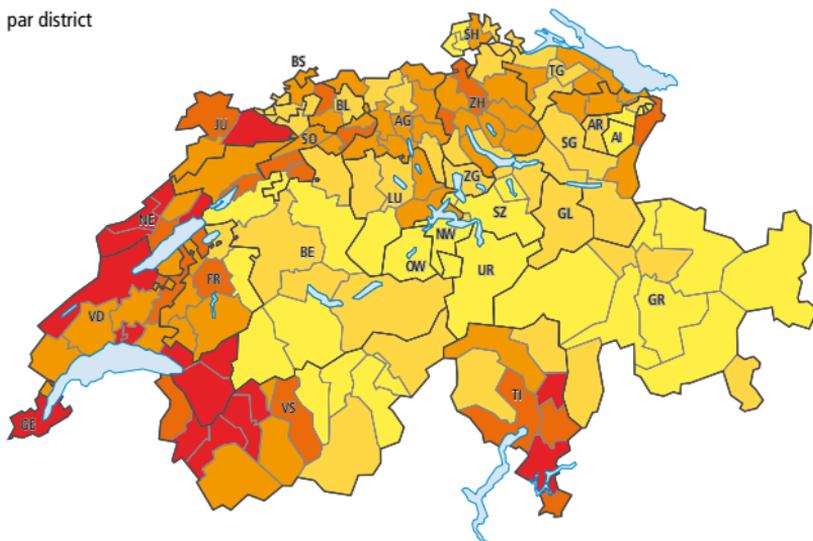
	1991	1995	2000	2008	2009
Chômeurs	39 222	153 316	71 987	101 725	146 089
dont chômeurs de longue durée ² en %	4,4	28,7	20,1	15,5	13,1
Taux de chômage en %	1,1	4,2	1,8	2,6	3,7
Hommes	1,0	3,9	1,7	2,4	3,7
Femmes	1,2	4,8	2,0	2,8	3,7
Suisses	0,8	3,2	1,3	1,9	2,7
Etrangers	2,1	8,0	3,7	5,0	7,2
15-24 ans	1,1	3,9	1,8	3,0	4,6

1 Chômage selon SECO – Taux de chômage selon la définition internationale: cf. page 26

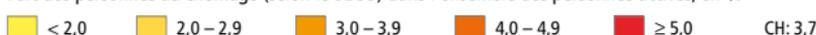
2 Durée du chômage > 12 mois

Taux de chômage, en 2009

par district



Part des personnes au chômage (selon le SECO) dans l'ensemble des personnes actives, en %



Niveau des salaires en 2008

salaire brut mensuel, médiane¹

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 823	10 936	6 995	5 622	4 466
Région lémanique (VD, VS, GE)	5 938	10 880	7 205	5 958	4 593
Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 716	10 273	6 705	5 571	4 528
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 095	11 664	7 150	5 844	4 610
Zürich (ZH)	6 250	12 656	7 771	5 678	4 420
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 439	9 286	6 346	5 302	4 372
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 674	10 172	6 588	5 416	4 436
Tessin (TI)	4 983	8 770	5 762	5 195	3 953

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

c = connaissances professionnelles spécialisées

d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

Revenu du travail en 2008¹

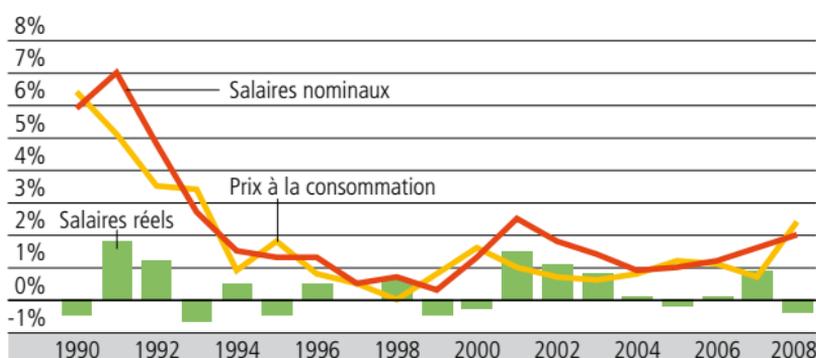
répartition en %

	Classes de revenu (en milliers de francs bruts par an)					pas d'indication
	≤ 26	26–52	52–78	78–104	> 104	
Total	16,3	16,9	25,4	15,4	15,2	10,9
Hommes, plein temps	2,1	7,0	30,4	22,5	26,5	11,5
Femmes, plein temps	6,8	20,1	33,7	17,1	10,3	12,1
Hommes, temps partiel	35,0	21,2	17,5	10,4	6,5	9,4
Femmes, temps partiel	41,4	30,2	13,6	3,6	1,6	9,6

1 Personnes actives occupées, sans les apprentis

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2006	2007	2008
Total	254	272	279	289	292	290
Hommes	241	257	264	271	274	273
Femmes	279	302	311	326	328	326

Effets de la crise financière sur l'économie suisse

L'année 2008 est marquée par l'aggravation de la crise financière et les prémisses de son extension à l'ensemble de l'économie. La croissance de l'activité économique en Suisse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), ralentit ainsi par rapport aux années précédentes, même si elle reste positive (+1,8%). Le secteur bancaire connaît un important recul lié aux évolutions négatives observées sur les marchés boursiers. Les fortes baisses des montants de fortune gérés et des transactions effectuées conduisent à un repli de la valeur ajoutée du secteur. Celle-ci reste cependant soutenue par les activités de dépôts et crédits, qui poursuivent leur développement. Les autres branches économiques connaissent des évolutions positives, malgré certains ralentissements liés à la perte de dynamisme du commerce extérieur.

Si les mauvais résultats enregistrés par les banques suisses à l'étranger n'affectent pas leur activité en Suisse, ils conduisent à un effondrement des revenus de la propriété encaissés de l'étranger. Si la position créancière de la Suisse vis-à-vis de l'étranger avait traditionnellement assuré un solde positif de revenus avec l'étranger, la situation s'inverse en 2008. La Suisse devient payeur net et son revenu national brut (RNB) s'inscrit pour la première fois à un niveau inférieur à son PIB.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

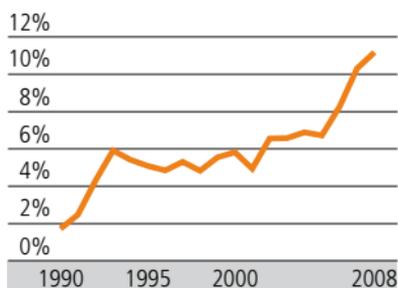
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ^p	2008 ^p
PIB	3,6	1,2	0,4	-0,2	2,5	2,6	3,6	3,6	1,8
Dépense de consommation finale	2,4	2,6	0,3	1,1	1,4	1,6	1,4	2,1	1,4
Formation brute de capital	1,7	-0,0	-0,6	-1,2	3,5	2,4	1,6	-1,0	-2,6
Exportations de biens et de services	12,5	0,5	-0,1	-0,5	7,9	7,8	10,3	9,5	2,9
Importations de biens et de services	10,3	2,3	-1,1	1,3	7,3	6,6	6,5	6,0	0,4
PIB en milliards de francs, à prix courants	422	430	434	438	451	464	491	521	542

La contribution extérieure en augmentation

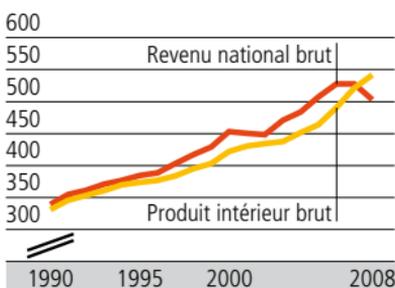
Le commerce extérieur joue un rôle moteur depuis 1997. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du produit intérieur brut (PIB) qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse.

Ce rôle croissant s'observe également en considérant les revenus encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2007 et 2008 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger.

Poids de la contribution extérieure
dans le PIB à prix courants



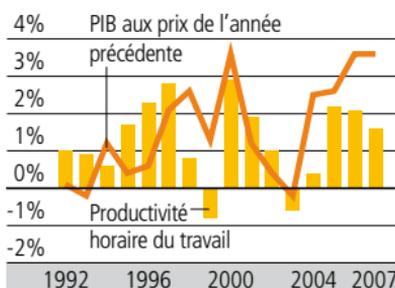
PIB et RNB à prix courants
en milliards de francs suisses



Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

Le graphique ci-dessus représente les évolutions de la productivité

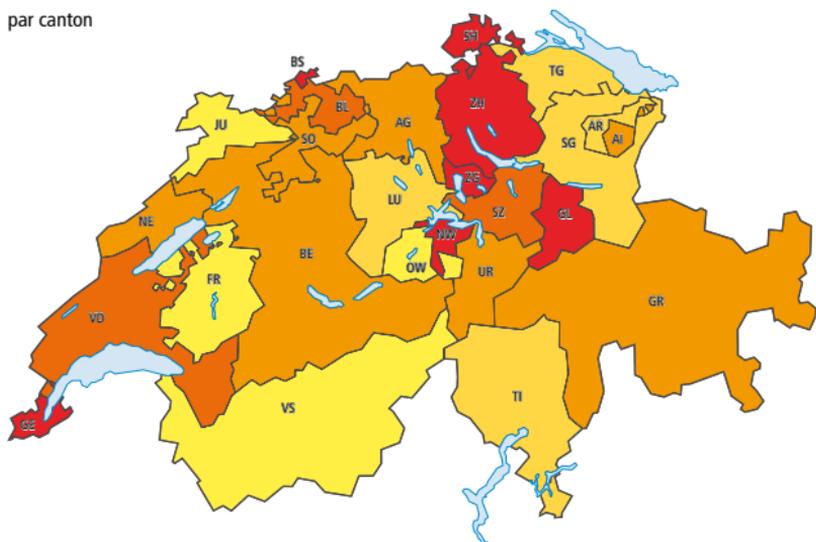
Taux d'évolution annuel



horaire du travail et du PIB. De manière générale, on constate des tendances similaires entre les deux évolutions. En phase d'expansion (croissance du PIB), la productivité horaire du travail a tendance à augmenter également, alors qu'en phase de ralentissement économique (PIB stagnant ou en baisse), la productivité décroît.

Revenus des cantons, en 2005P

par canton



Par habitant en francs

CH: 54 031

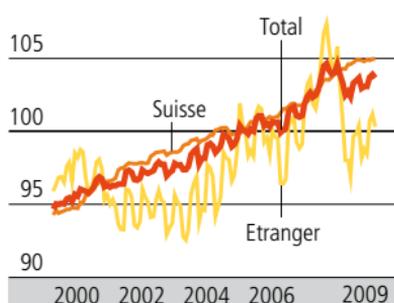


Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2005	2006	2007	2008	2009
Total	1,2	1,1	0,7	2,4	-0,5
Alimentation et boissons non-alcoolisées	-0,7	0,0	0,5	3,1	-0,2
Boissons alcoolisées et tabacs	4,7	1,1	2,1	2,6	2,7
Habillement et chaussures	-0,1	1,9	0,3	4,0	2,4
Logement et énergie	3,0	2,8	2,1	4,9	-1,1
Equipelement ménager et entretien courant	0,0	0,1	0,3	0,8	0,8
Santé	0,6	0,0	-0,2	-0,2	0,3
Transport	3,4	2,8	1,0	3,5	-3,3
Communications	-5,7	-6,9	-3,0	-2,9	-4,9
Loisirs et culture	-0,6	-0,2	-0,5	0,6	-0,6
Enseignement	1,1	1,6	1,6	1,5	1,6
Restaurants et hôtels	1,1	1,2	1,4	2,3	1,7
Autres biens et services	0,9	0,9	0,1	0,8	0,5

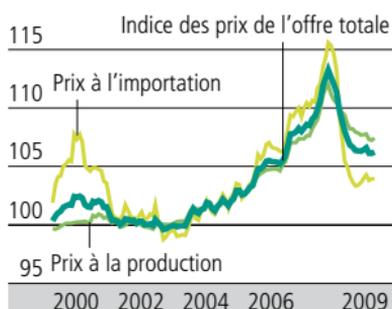
Prix à la consommation selon la provenance des biens

110 Indice décembre 2005 = 100



Indice des prix à la production et à l'importation

120 Indice mai 2003 = 100



Indices du niveau des prix en comparaison internationale en 2008^P

EU-27 = 100

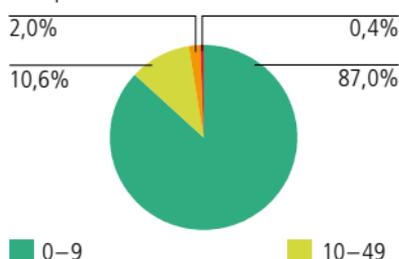
	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	127	105	112	103
Consommation individuelle effective	134	103	111	107
Alimentation et boissons non-alcoolisées	138	106	105	115
Boissons alcoolisées et tabacs	97	99	111	108
Habillement et chaussures	123	105	94	108
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	171	110	126	104
Ameublement, équipement ménager et entretien	107	99	106	104
Santé	134	105	111	115
Transport	103	105	103	97
Communications	93	93	117	106
Loisirs et culture	118	102	110	108
Enseignement	184	98	115	116
Hôtels, cafés et restaurants	122	99	117	105
Autres biens et services	133	103	110	104
Consommation collective effective	142	113	131	117
Formation brute de capital fixe	117	113	110	88
Machines et appareils	101	104	99	102
Construction	141	123	117	78
Logiciels	105	95	102	98

Poursuite des mutations structurelles, prédominance des PME

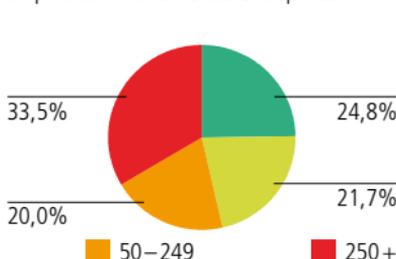
La part du secteur tertiaire dans le total des emplois est passée de 66,5% en 1998 à 69,2% en 2008 (uniquement les entreprises marchandes). Au total, quelque 464 000 nouveaux emplois ont été créés, dont 62 000 dans le secteur secondaire et 403 000 dans le secteur tertiaire, soit une croissance respective de 6,1% et 20,1%. L'emploi s'est accru le plus fortement dans le domaine de la santé et de l'action sociale (+ 115 000 ou +42%) ainsi que dans les services aux entreprises (+ 96 000 ou + 37%). Il a cependant reculé dans quelques branches économiques: Les plus lourdes pertes ont été enregistrées dans la branche « industrie du papier, édition, impression » (-12 000 ou -17%) et dans l'industrie textile (-11 000 ou -37%). Les petites et moyennes entreprises (PME), à savoir les entreprises comptant moins de 250 emplois, continuent de dominer dans le paysage économique suisse. Elles représentent 99,6% des entreprises de l'économie privée du pays et regroupent deux tiers des emplois (2008).

Taille des entreprises¹ 2008

Entreprises selon la taille



Emplois selon la taille des entreprises



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

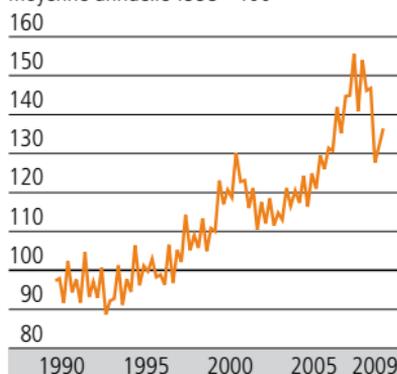
NOGA 2002, en milliers	1998		2008	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
Total	301,4	3 015,5	310,0	3 479,4
Secteur secondaire	75,0	1 011,6	74,4	1 073,2
Industries extractives	0,3	5,0	0,2	4,4
Industries manufacturières	40,3	702,1	37,3	733,0
dont:				
Industrie alimentaire, boissons, tabac	2,7	65,7	2,2	66,1
Industrie du papier, édition, impression	4,8	70,4	4,0	58,2
Raffinage du pétrole, industrie chimique	0,8	63,0	0,9	71,8
Métallurgie	8,0	99,6	7,8	110,0
Machines et équipements	3,5	111,9	3,3	105,8
Electronique, mécanique de précision	4,9	133,6	4,9	170,2
Electricité, gaz, eau	0,3	21,3	0,5	25,4
Construction	34,0	283,3	36,4	310,4
Secteur tertiaire	226,4	2 003,9	235,6	2 406,2
Commerce, réparat. d'articles domestiques	76,1	610,4	69,2	657,5
Hôtellerie, restauration	25,7	220,4	25,6	226,3
Transports, communications	11,0	231,0	10,8	252,5
Activités financières, assurances	4,3	187,0	7,6	218,3
Activ. foncières et immob., loc. de machines	4,4	21,8	6,3	40,8
Activités informatiques, rech. et dévelop.	7,8	47,5	12,0	85,1
Services aux entreprises	51,9	262,9	58,4	359,0
Administration publique, sécurité sociale, enseignement	4,4	54,2	4,5	66,4
Santé, action sociale	19,9	277,8	20,5	393,2
Autres services à des tiers	20,9	90,9	20,7	107,3

Créations d'entreprises en 2007

Divisions économiques	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 837	22 841	15 651	7 190
Secteur secondaire	2 419	5 004	4 069	935
Industrie	937	2 008	1 518	490
Construction	1 482	2 996	2 551	445
Secteur tertiaire	9 418	17 837	11 582	6 255
Commerce	2 290	4 068	2 686	1 382
Hôtellerie et restauration	255	913	541	372
Transports et communications	504	963	678	285
Activités financières, assurances	583	1 162	872	290
Immobilier, services aux entreprises	3 807	6 817	4 402	2 415
Activités informatiques	956	1 638	1 209	429
Enseignement	151	351	123	228
Santé et action sociale	290	832	408	424
Autres services collectifs ou personnels	582	1 093	663	430

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 1995=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 52% entre 1990 et 2008. L'évolution dépend beaucoup de la conjoncture économique. Ainsi, elle a diminué dans les années de récession 2002 et 2003 pour repartir à la hausse en 2004 lorsque la conjoncture s'est rétablie. Elle s'est à nouveau amoindrie à fin 2008 suite à la crise financière mondiale.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2004	2005 ²	2006	2007	2008
Total	nominal	2,1	1,3	1,6	3,6	4,3
	réel¹	1,4	1,7	1,9	4,0	2,9
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	1,8	0,2	1,1	2,9	7,8
	réel ¹	0,9	0,2	1,0	2,4	4,6
Vêtements, chaussures	nominal	-0,5	3,6	1,8	4,5	0,9
	réel ¹	2,4	3,8	-0,1	4,2	-3,0
Autres groupes	nominal	2,8	0,9	1,8	3,8	3,0
	réel ¹	1,5	1,1	3,4	5,0	4,0

¹ Données déflatées sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation

² Depuis 2005, «total» et «autres groupes» sans «véhicules à moteur» et «carburants et combustibles»

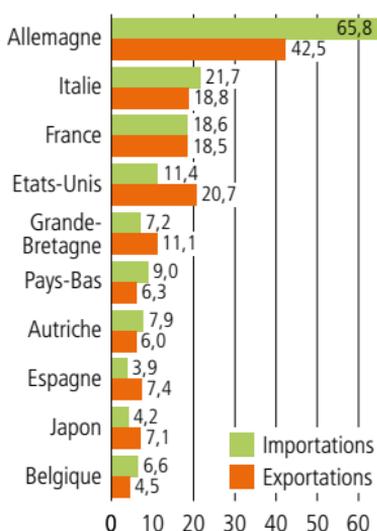
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de main d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse, il se compose des éléments suivants: 83,4% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,6% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel ainsi que des frais divers (2008).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Avec un coût de € 33.81 par heure travaillée (en 2006), la Suisse est dans le groupe de tête des pays d'Europe, avec le Danemark (€ 33.1), l'Islande (€ 32.4) et la Suède (€ 32.2). Les coûts horaires sont compris entre € 26 et € 31 en France, en Allemagne et en Autriche, qui sont les trois pays limitrophes de la Suisse où le coût du travail dépasse la moyenne de l'UE-15.

Commerce extérieur: nos principaux partenaires en 2008

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. Nos principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 76,5% de nos exportations et ont fourni 87,6% de nos importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (60,9% des exportations, 78,8% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

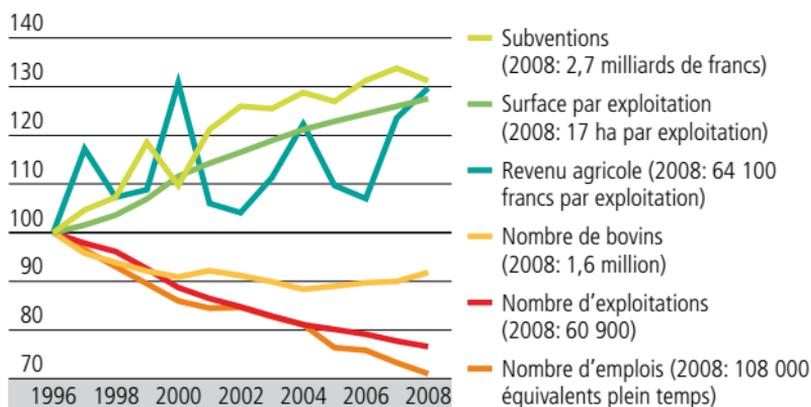
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2007	2008	1990	2007	2008
Total	96 611	193 216	197 521	88 257	206 252	215 984
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	13 403	14 199	2 998	7 463	8 455
Textiles, habillement, chaussures	8 806	10 040	10 040	4 984	4 637	4 468
Produits chimiques	10 625	41 260	38 272	18 422	68 811	71 918
Métaux	9 025	18 477	18 089	7 537	15 498	15 276
Machines, électronique	19 794	35 118	35 611	25 527	43 065	43 806
Véhicules	10 230	17 098	16 750	1 485	5 723	6 094
Instruments, horlogerie	5 786	13 678	15 139	13 330	35 388	37 988

Les terres agricoles et les forêts occupent respectivement 37% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2008, la contribution cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 1,2%.

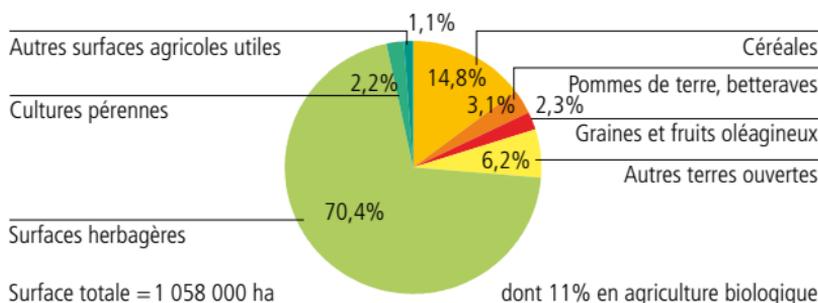
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile en 2008

sans les alpages



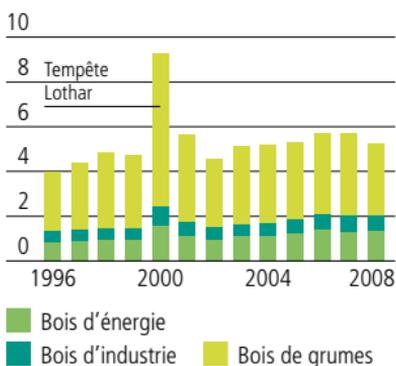
Valeur de production¹ de l'agriculture en 2008

	en %
Produits végétaux	41,4
Céréales	4,1
Plantes fourragères	11,1
Produits maraîchers et horticoles	12,6
Fruits et raisin	4,8
Vins	4,1
Autres produits végétaux	4,8
Animaux ou produits animaux	49,8
Bovins	11,5
Porcins	10,3
Lait	23,7
Autres animaux ou produits animaux	4,3
Services agricoles	5,8
Activités secondaires non agricoles	3,1

¹ valeur totale = 11 milliards de francs

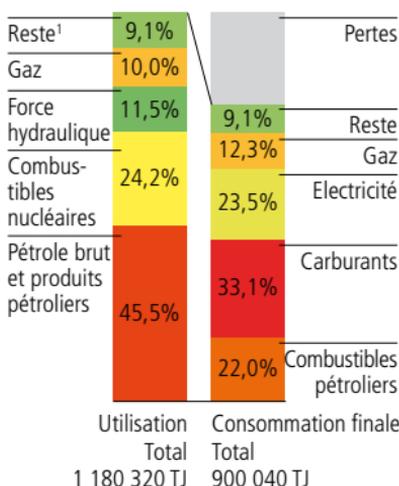
Récolte de bois

en millions de m³



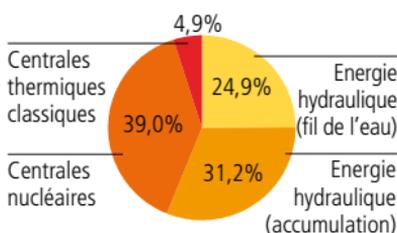
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Agriculture, sylviculture

Utilisation totale et consommation d'énergie en 2008



¹ Y c. le solde exportateur d'électricité (0,3%)
Total 100,3%

Production d'électricité en 2008



Total: 67,0 milliards kWh

Energies renouvelables en 2008

Part de la consommation finale	en %
Energie hydraulique	12,08
Energie solaire	0,15
Chaleur de l'environnement	0,90
Biomasse (bois et biogaz)	3,90
Energie éolienne	0,01
Part renouvelable des déchets	1,20
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Biocarburants	0,07

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc., se traduit par une utilisation accrue d'énergie, malgré les progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité énergétique. Les transports, qui absorbent près du tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante.

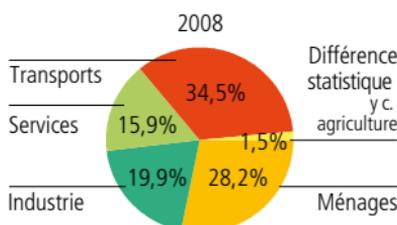
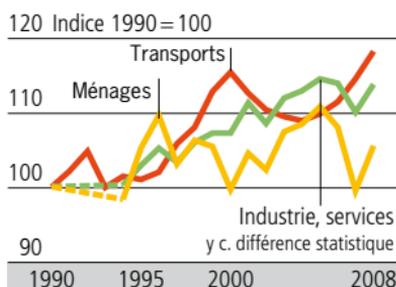
Plus des deux tiers de la consommation finale d'énergie sont couverts par les combustibles fossiles; 18,5% seulement proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2007	2008	
Total	34 198	47 588	43 708	45 792	45 958	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	14 433	14 909	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	8 849	9 432	
dont routes	...	...	5 221	3 949	4 115
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	5 584	5 476	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	31 359	31 048	
dont logements	...	...	17 147	20 760	20 409

Construction de logements

	1980	1990	2000	2007	2008
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	17 051	16 678
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	11 982	11 320
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	42 915	44 191
d'une pièce	2 122	2 010	528	490	635
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	2 724	3 413
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	7 977	9 174
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 598	16 151
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	16 126	14 818

Parc de logements

	1980	1990	2000	2007	2008
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	3 835 370	3 880 087
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,97 ¹	0,90 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

Vers des logements plus spacieux ...

Le nombre des logements augmente plus vite que l'effectif de la population. De 1990 à 2000, il a progressé de 8%, alors que le nombre d'habitants augmentait de 6%. Le nombre moyen de personnes par logement habité a de ce fait fléchi de 2,4 à 2,3. Parallèlement, la surface moyenne d'habitation est passée de 39 m² à 44 m² par personne.

... et vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2000, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 56%. Celles-ci représentaient en 2008 68% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Le taux de propriétaires reste peu élevé

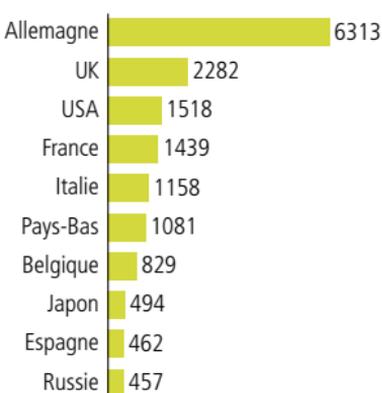
La majorité des logements (73,3% en 2000) ne sont pas, comme on le suppose souvent, la propriété de personnes morales, mais celle de particuliers. Le taux de logements occupés par leur propriétaire n'en demeure pas moins relativement faible en Suisse: en 2000, seulement 34,6% des logements occupés en permanence l'étaient par leur propriétaire. C'est de loin le taux le plus faible de tous les pays européens. Il a néanmoins un peu augmenté depuis 1970, grâce principalement au développement rapide de la propriété par étage.

Principaux indicateurs du tourisme

	2000	2007	2008
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	264 495	270 146	270 487
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	13 894	15 633	15 997
Terrains de camping	...	720	834
Auberges de jeunesse	...	461	490
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 020	36 365	37 334
Hôtes de l'étranger en %	58	58	58
Terrains de camping	...	2 772	2 987
Hôtes de l'étranger en %	...	48	48
Auberges de jeunesse	804	912	978
Hôtes de l'étranger en %	46	42	45
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,5	2,3	2,3
Terrains de camping	...	3,8	3,6
Auberges de jeunesse	...	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	36,2	36,9	37,7
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	11 223	14 621	15 605 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	9 167	12 120	11 838 ^P
Solde	2 057	2 501	3 767 ^P

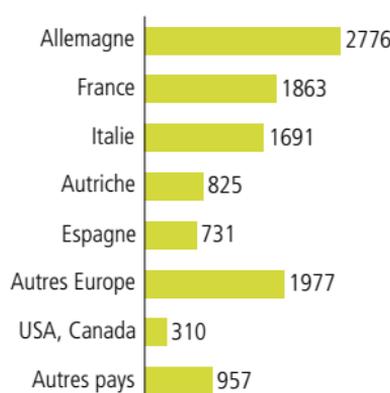
¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹ en 2008



¹ en milliers, sans la parahôtellerie

Destinations de voyage des Suisses¹ en 2008



¹ Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 11,1 millions

Comportement en matière de voyages

83,5% des personnes vivant en Suisse ont accompli en 2008 au moins un voyage avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 3,2 voyages avec nuitées et 12,7 voyages d'une journée. Plus de la moitié (57%) des voyages avec nuitées étaient des voyages à courte durée (max. 3 nuitées). Les voyages à l'étranger représentent 8% des voyages d'un jour et 56% des voyages avec nuitées.

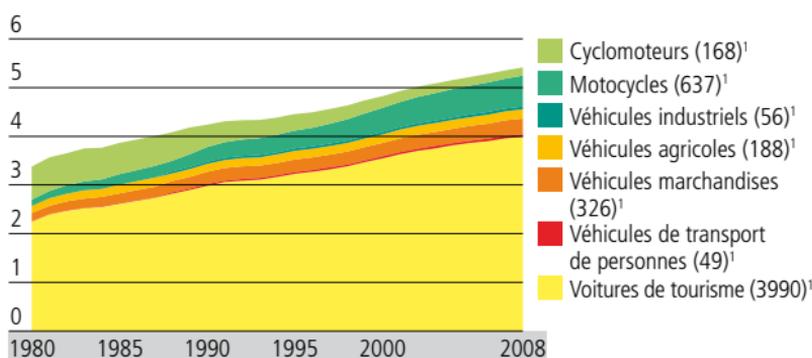
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 1992/97).

En 2007, la longueur totale du réseau ferroviaire était de 5107 km. Le réseau routier totalisait 1764 km de routes nationales (dont 1383 km d'autoroutes) et 18 160 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 446 km de routes communales (état en 1984).

Parc de véhicules à moteur

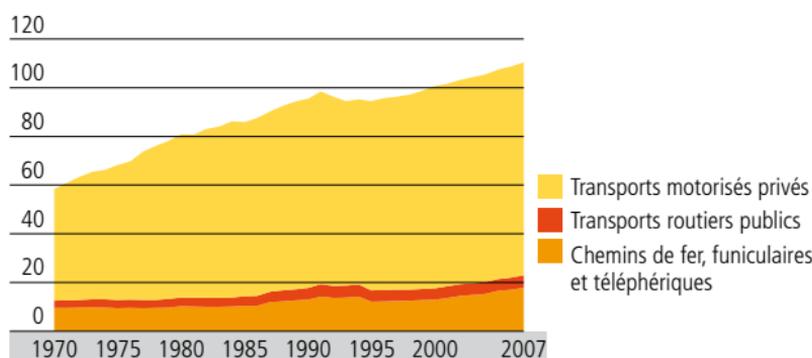
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2008, en milliers

Volume des transports en personnes-kilomètres

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière en 2005

 Moyenne par personne et par jour¹

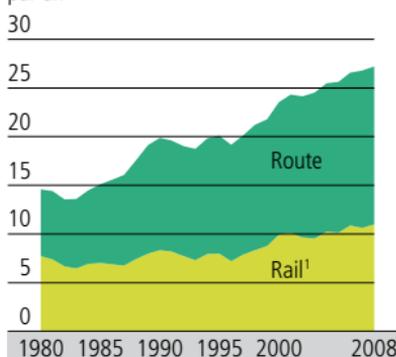
	Distance	Durée	Moyenne par personne et par jour ¹	
	en km	en min. ²	Distance	Durée
	en km	en min. ²	en km	en min. ²
Total	38,2	98,4		
Finalité des déplacements				
Travail et formation	10,6	22,3		
Achats	4,4	13,3		
Services et accompagnement	0,5	1,0		
Déplacements professionnels	3,3	6,4		
Loisirs	16,8	50,0		
Indéterminé	2,5	5,4		
Moyens de transports				
Marche			2,1	36,9
Bicyclette			0,8	4,3
Cyclomoteur			0,1	0,2
Motocycle			0,6	1,3
Voiture			25,5	38,4
Bus/tram			1,5	6,1
Car postal			0,2	0,4
Train			6,2	7,2
Autres			1,2	3,6

1 Mobilité journalière de la population résidente permanente âgée de 10 ans ou plus en Suisse

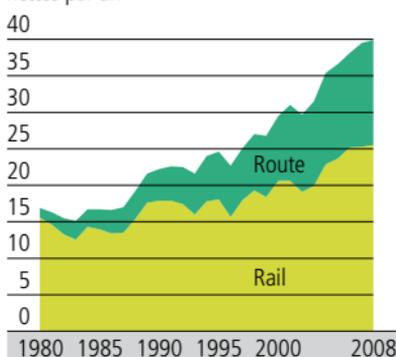
2 Temps d'attente compris

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an

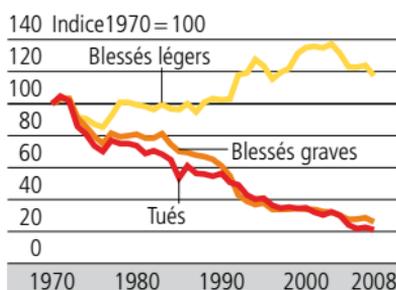


A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an



1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents de la route



Victimes par mode de transport en 2008

Trafic routier		
Tués		357
Blessés graves		4 780
Blessés légers		20 776
Trafic ferroviaire		
Personnes tuées		24
Trafic aérien		
Tués en Suisse		16

Coûts des transports

Les coûts économiques des transports, c'est-à-dire la somme effectivement dépensées pour les transports par leurs usagers, par les pouvoirs publics et par des tiers, s'élevaient en 2005 à 82 milliards de francs. La mobilité nous coûte donc plus cher que, par exemple, le système de la santé ou l'éducation publique. Les coûts des transports routiers sont à peu près six fois plus élevés que ceux des transports ferroviaires. Les transports de personnes par la route (voitures de tourisme) coûtent 54 centimes par personne-kilomètre, contre 40 centimes pour les transports de personnes par le rail. Dans le trafic des marchandises, les coûts par tonne-kilomètre sont de 57 centimes pour les transports routiers et de 24 centimes pour les transports ferroviaires. Sur les 82 milliards du coût total des transports, environ 7,9 milliards sont des coûts externes, qui ne sont pas couverts par les usagers des transports. Il s'agit notamment des coûts découlant des dommages causés à l'environnement et à la santé, mais aussi de ceux résultant des dépréciations et des dégâts occasionnés aux bâtiments.



	Année ¹	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2008	7 593	82 218	11 214
Habitants par km ²	2008	184	230	85
Pourcentage des moins de 20 ans	2008	21,5	19,4	19,5
Pourcentage des plus de 64 ans	2008	16,4	20,1	18,6
Naissances (pour 1000 habitants)	2008	10,1	8,3	10,5
Naissances hors mariage en %	2007	16	31	6
Mariages pour 1000 habitants	2008	5,4	4,6	4,6
Divorces pour 1000 habitants	2008	2,6	2,3	1,2
Solde migratoire pour 1000 habitants	2007	9,4	0,5	3,6
Population étrangère en % de la population	2008	21,1	8,8	8,1
Personnes par ménage privé	2001	2,2	2,2	2,8
25–64 ans avec niv. de formation élevé en %	2007	31	24	22
Accès des ménages à internet en %	2007	70	71	25
Espérance de vie ² des hommes en années	2007	79,5	77,4	77,0
Espérance de vie ² des femmes en années	2007	84,4	82,7	81,8
Mortalité infantile ³	2007	3,9	3,9	3,5
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2007	379	346	...
Coûts du système de santé en % du PIB	2007	10,8	10,4	9,6
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2007	27,3	27,7	24,4
Surface agricole en % de la surface totale	2000	36,9	53,5	66,0
Surface forestière en % de la surface totale	2000	30,8	29,5	22,8
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (en t par habitant)	2006	6,8	11,6	11,8
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2007	525	566	369
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2007	51	60	144
Actifs occupés dans l'agriculture en %	2006	3,8	2,2	12,0
Actifs occupés dans l'industrie en %	2006	22,9	29,8	22,0
Actifs occupés dans les services en %	2006	72,9	68,0	65,9
Taux d'activité des femmes (15 à 64 ans)	2008	73,5	65,4	48,7
Taux d'activité des hommes (15 à 64 ans)	2008	85,4	75,9	75,0
Taux de chômage (selon la définition internationale)	2008	3,4	7,5	7,7
Femmes	2008	4,0	7,5	11,4
Hommes	2008	2,8	7,4	5,1
15–24 ans	2008	7,0	10,5	22,1
Sans-emploi de longue durée en % du total de sans-emploi	2008	33,6	52,6	47,5
Femmes travaillant à temps partiel en % ⁴	2008	57,3	45,4	9,9
Hommes travaillant à temps partiel en % ⁴	2008	12,8	9,4	2,8
Durée hebdomadaire de travail en heures	2008	41,7	40,4	40,8
Commerce extérieur (consommation de biens et de services) en % du PIB	2007	51,3	43,4	28,3
PIB en standards de pouvoir d'achat par habitant (en US\$)	2008	41 600	35 600	29 800
PIB: croissance annuelle réelle moyenne (en %)	1998–2008	2,0	1,5	4,0
Taux d'inflation	2008	2,3	2,8	4,2
Excédent/déficit public en % du PIB	2006	1,0	–1,5	...
Dettes publiques en % du PIB	2006	47,2	67,6	...

1 Ou dernière année disponible

2 A la naissance

3 Enfants morts pendant leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

4 Des femmes actives occupées ou des hommes actifs occupés



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
45 283	63 614	59 619	16 405	8 332	9 183	60 781	497 445
87	101	196	395	99	21	249	112
19,7	24,9	19,0	24,0	21,3	23,7	24,1	21,7
16,6	16,3	20,0	14,7	17,1	17,5	16,0	16,4
11,5	13,0	9,7	11,3	9,3	11,9	13,0	10,9
28	52	21	40	38	55	44	32
4,5	4,3	4,1	4,6	4,2	5,2	4,4	4,9
2,8	2,2	0,9	2,0	2,5	2,3	2,4	2,0
15,6	4,8	8,4	-0,1	2,2	5,9	2,9	...
11,6	5,8	5,8	4,2	10,3	5,7	6,6	6,2
2,9	2,4	2,6	2,3	2,4	...	2,4	...
29	27	14	30	18	31	31	23
45	49	43	83	60	79	67	54
77,8	77,3	78,5	78,1	77,5	79,0	77,3	75,8
84,3	84,4	84,2	82,5	83,1	83,0	81,7	82,0
3,7	3,8	5,5	4,1	3,7	2,5	4,8	4,7
368	338	...	315	374	357	249	...
8,5	11,0	8,7	9,8	10,1	9,1	8,4	...
21,0	30,5	26,7	28,4	28,0	29,7	25,3	26,2
58,8	55,7	44,4	56,6	40,4	7,3	69,4	...
33,3	31,1	22,7	7,8	40,9	73,5	11,5	...
9,9	8,4	9,3	12,7	10,6	7,2	10,5	...
481	490	600	492	512	467	463	...
94	76	87	48	83	52	50	...
4,9	3,7	4,2	3,3	5,6	2,3	1,3	5,7
29,5	24,3	29,8	20,4	28,1	22,0	22,0	27,7
65,6	71,1	66,0	76,3	66,3	75,8	76,7	66,6
54,9	60,1	47,2	71,1	65,8	71,8	65,8	59,0
73,5	69,3	70,3	83,2	78,5	76,7	77,3	72,7
11,3	7,8	6,7	2,8	3,8	6,2	5,6	7,0
13,0	8,3	8,5	3,0	4,1	6,6	5,1	7,5
10,1	7,3	5,5	2,5	3,6	5,9	6,1	6,6
24,6	19,0	21,3	5,3	8,0	20,2	15,0	15,6
17,9	39,3	45,7	34,7	24,3	12,7	24,1	37,2
22,7	29,3	27,9	75,3	41,5	41,4	41,7	31,0
4,2	5,9	5,3	23,9	8,0	13,3	11,2	7,9
40,7	39,3	39,3	38,9	42,3	39,9	42,5	40,5
29,9	27,5	29,3	70,6	56,7	48,7	28,0	38,3
32 000	33 400	30 300	41 200	38 400	36 900	36 300	...
3,5	2,0	1,2	2,4	2,4	2,8	2,6	...
4,1	3,2	3,5	2,2	3,2	3,3	3,6	3,7
2,0	-2,3	-3,3	0,6	-1,7	2,4	-2,7	...
39,6	63,6	106,4	47,4	62,0	45,9	43,4	...

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2008

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.	Perte ann.
	1990	2008	en mio. de fr.		en mio. de fr.	en mio. de fr.
Total	495	327	3 079 620	-10,9	8 422	38 926
Banques cantonales	29	24	389 316	9,2	2 157	57
Grandes banques	4	2	1 885 316	-19,5	-	38 185
Banques régionales, caisses d'épargne	204	75	89 922	5,4	457	-
Banques Raiffeisen ²⁾	2	1	131 575	6,9	564	-
Autres banques	218	180	519 097	6,4	4 690	496
Filiales de banques étrangères	16	31	23 717	-31,1	196	177
Banques privées	22	14	40 677	37,8	357	11

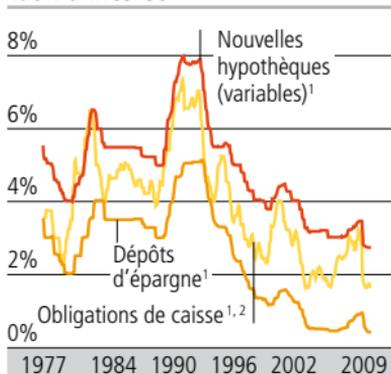
1 Variation totale en % par rapport à l'année précédente

2 Association regroupant 367 instituts à fin 2008

Structure du bilan des banques en 2008

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	62,1
Liquidités	4,2
Créances résultant de papiers monétaires	4,5
Créances sur les banques	26,7
Créances envers clients	19,0
Créances hypothécaires	22,8
Portefeuilles de titres destinés au négoce	6,9
Placements financiers	3,2
Participations	1,6
Immobilisations	0,7
Autres	10,4
Passifs	
Total	100
dont étranger	58,7
Engagements résultant de papiers monétaires	3,0
Engagements envers les banques	23,6
Fonds de la clientèle	56,9
Engagements sous forme d'épargne et de placement	11,6
Autres engagements à vue	12,4
Autres engagements à terme	21,3
Obligations de caisse	1,6
Prêts sur lettres de gage et emprunts	9,9
Fonds propres	4,6
Autres	12,0

Taux d'intérêt



1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2004	2006	2008
\$ 1	1,2419	1,2530	1,0830
¥ 100	1,1483	1,0773	1,0518
€ 1	1,5437	1,5729	1,5867
£ 1	2,2746	2,3068	1,9971

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées en 2008

en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	119 362	103 854
Assurance-vie	32 419	33 309
Assurance-accidents/dommages	49 277	30 258
Réassurance	37 666	40 287

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers: assurances privées)

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale peut être représenté en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources; l'aide sociale publique constitue ici une prestation de dernier recours et garantit le droit au minimum vital. Ce niveau n'entre en ligne de compte que lorsque les autres mesures de la protection sociale ne produisent pas leurs effets (selon le principe de subsidiarité).

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2007, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 142,5 milliards de francs. Sur ce montant, 132,4 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ quatre cinquièmes de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes¹

en milliards de francs sans doubles comptages

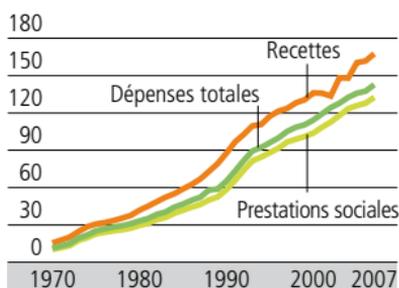
	1990	1995	2000	2006	2007
Dépenses totales	64,8	95,8	114,0	137,3	142,5
dont prestations sociales	58,0	87,8	103,7	127,5	132,4
Recettes	87,3	117,3	136,0	161,6	167,3
Taux de dépenses sociales ²	19,6	25,6	27,0	28,0	27,3

1 Partiellement révisé

2 Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales en 2007 par fonction

	en %
Vieillesse	45,6
Maladie/soins de santé	26,5
Invalidité	12,3
Survie	4,4
Famille/enfants	4,9
Chômage	3,0
Exclusion sociale	2,8
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale : La vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires en 2008

en milliers

AVS: rentes vieillesse	1 814,6	PP ² : rentes d'invalidité	134,6
AVS: rentes complémentaires	71,0	PP ² : autres rentes	73,4
AVS: rentes survivants	151,8	AI: rentes d'invalidité	294,1
PC à l'AV ¹	159,0	AI: rentes complémentaires	108,3
PC à l'AS ¹	3,2	PC à l'AI	101,5
PP ² : rentes vieillesse	528,9	AA ³ : rentes survivants	25,3
PP ² : rentes de veufs/veuves	168,5	AA ³ : rentes d'invalidité	85,8
		AC ⁴	244,0

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2007)

3 Assurance-accidents (chiffres 2007)

4 Assurance-chômage

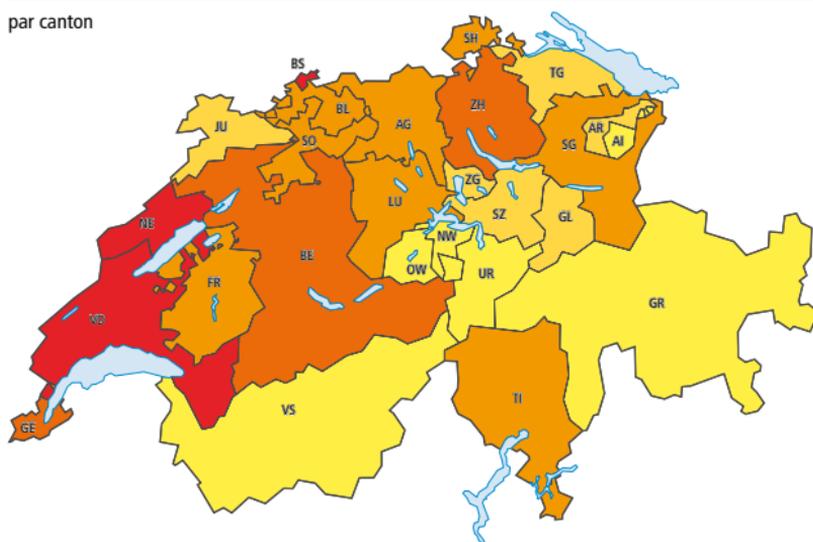
Assurance-maladie

La prime mensuelle moyenne pour adultes dans l'assurance-maladie obligatoire est passée de 166 à 322 francs entre 1996 et 2009. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2009, cette prime atteint en moyenne 418 francs dans le canton de Genève et 230 francs dans celui de Nidwald. Le montant moyen des prestations par assuré a plus que doublé entre 1990 et 2007: en 2007, il se montait à 3850 francs par année pour les femmes, à 2830 francs pour les hommes et à 896 francs pour les enfants.

Les coûts effectifs moyens varient fortement selon les groupes d'âges: en 2007, ils s'élevaient à 1343 francs par mois d'assurance pour les personnes de plus de 90 ans et à 67 francs seulement pour les enfants et les adolescents.

Taux d'aide sociale, en 2007

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 1,9
 2,0 – 2,9
 3,0 – 4,4
 ≥ 4,5
 CH: 3,1

Aide sociale

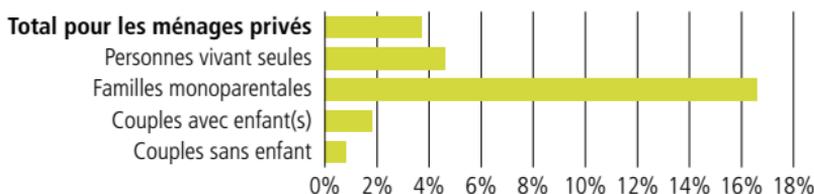
233 500 personnes, soit 3,1% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2007. On observe des disparités importantes entre les régions: Les cantons urbains présentent des taux d'aide sociale bien plus élevés que les cantons ruraux.

Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

- Le taux de bénéficiaires est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Ce n'est que dans le groupe d'âges des 36–45 ans qu'il est légèrement plus élevé en raison, souvent, des coûts d'entretien des enfants, de pertes de gains, de divorces et d'une réduction du taux d'occupation.
- Les personnes élevant seules des enfants sont particulièrement exposées au risque de dépendre de l'aide sociale. La charge financière représentée par l'entretien des enfants et les frais supplémentaires engendrés par une séparation ou un divorce aggravent ce risque. De plus, l'exercice d'une activité professionnelle à plein temps n'est bien souvent pas possible pour le parent qui élève seul ses enfants.
- Les personnes de nationalité étrangère sont nettement sur-représentées dans l'aide sociale par rapport à l'ensemble de la population. Leur absence de qualifications professionnelles, qui les défavorise sur le marché du travail, et leur structure familiale en sont la cause.

Taux d'aide sociale en 2007	en %
Total	3,1
Classes d'âge	
0–17 ans	4,7
18–25 ans	4,1
26–35 ans	3,3
36–45 ans	3,6
46–55 ans	3,0
56–64 ans	2,1
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,6
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,2
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	6,2
Femmes	6,7

Taux d'assistance¹ selon la structure de l'unité d'assistance en 2007

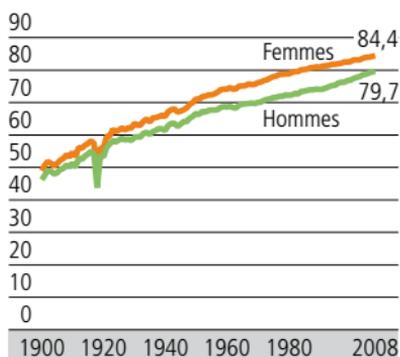


¹ Part de bénéficiaires à l'aide sociale par rapport au nombre de ménages privés, en %

L'objectif prioritaire de l'aide sociale est de permettre aux personnes assistées de retrouver leur autonomie économique et de favoriser leur intégration sociale. La réalisation de cet objectif dépend beaucoup de la durée de perception de l'aide sociale. Chez les plus jeunes, l'amélioration du statut d'activité et l'insertion professionnelle sont les meilleurs moyens de sortir de l'aide sociale. A cet égard, une bonne formation professionnelle est essentielle pour améliorer les perspectives d'emploi.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Protection sociale

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et postinfantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 1,8 an depuis 2000, chez les hommes de 2,8 ans (2008). Ces derniers décèdent souvent plus tôt que les femmes (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé

En 2007, 88% des hommes et 85% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 3% des hommes et des femmes se disaient en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne est absente de son travail pour cause de maladie ou d'accident 9 jours par année.

Maladies infectieuses¹ en 2008

Infections gastro-intestinales graves	9 951
Méningite	67
Hépatite B	77
Tuberculose	520
SIDA	130

¹ Nouveaux cas

Accidents en 2008

	Hommes	Femmes
Professionnels	207 189	60 642
Non professionnels	300 718	180 059

Handicapés¹ en 2009

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 542	6 565
50–59%	20 240	20 382
60–69%	8 978	7 731
70–100%	100 020	80 619

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès en 2007

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	29 544	31 545	615,0	394,0
dont:				
Maladies infectieuses	320	319	6,8	4,3
Tumeurs malignes	8 836	7 184	187,0	117,0
Appareil circulatoire	10 107	12 506	202,0	129,0
Cardiopathies ischémiques	4 637	4 398	93,4	45,4
Maladies cérébro-vasculaires	1 585	2 540	30,9	26,9
Appareil respiratoire, toute formes	2 020	1 713	39,7	19,3
Accidents et traumatismes	2 306	1 476	53,8	23,1
Accidents, toutes formes	1 280	981	29,4	12,9
Suicides	920	440	21,9	9,1

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2007	2008
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,9	4,0

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2007

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart d'entre eux n'en consomment qu'à quelques reprises ou de manière occasionnelle. Actuellement, environ 7% des 15 à 39 ans consomment du cannabis, contre seulement 4% en 1992. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important que celle de drogues illégales: la population compte quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, notamment chez les 35 à 44 ans, plus particulièrement chez les hommes (hommes de 35 à 44 ans: de 41% à 32%; femmes: de 31% à 27%). La consommation quotidienne d'alcool a reculé, tombant à 14% (contre 21% en 1992).

Prestations médicales en 2007

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	73,4	86,2
Ont séjourné à l'hôpital	10,7	12,2
Aide et soins à domicile	1,4	3,6

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

	pour 100 000 habitants	
	1980	2008
Médecins ayant un cabinet ¹	117	196
Dentistes	35	52

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus en 2008

	en % ¹		
	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	12,6	10,3	14,9
60–79 ans	29,1	31,8	26,8
80+ ans	47,0	54,4	43,2

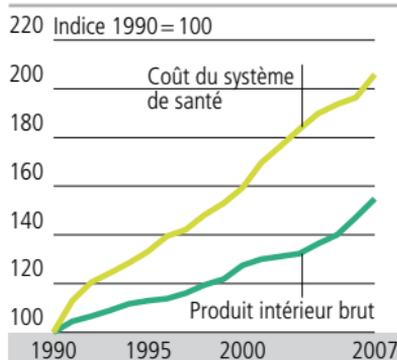
¹ du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales en 2008

	en milliers en % ¹	
	en milliers	en % ¹
Nombre de clients: total	185,7	2,4
dont:		
Clients ≥ 80 ans	103,4	28,9
Hommes	25,9	21,1
Femmes	77,6	32,9

¹ du groupe de population concerné

Coûts de la santé



En 2007, les dépenses pour la santé ont représenté 10,6% du produit intérieur brut, contre 8,1% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

	en millions de francs	
	1997	2007
Total	38 210	55 215
Soins intra-muros	18 024	25 173
Soins ambulatoires	11 173	17 406
dont:		
médecins	5 456	7 856
dentistes	2 701	3 551
Aide et soins à domicile	768	1 212
Services auxiliaires ¹	1 237	1 831
Biens de santé ²	4 779	6 761
dont:		
par les pharmacies	2 915	3 956
par les médecins	1 079	1 734
Prévention	939	1 281
Administration	2 058	2 762

¹ P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport
² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes, et la durée totale de l'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7100 et 8900 heures par élève.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: certains cantons ont procédé récemment à des réformes et les structures existantes au niveau national ont été revues (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées, mise en œuvre de la réforme de Bologne), alors que la demande de formation croissait en parallèle. Enfin, les écoles de formation générale ont gagné du terrain.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1980/81	1990/91	2007/08	1980/81	1990/91	2007/08
Total	1 234,1	1 291,8	1 506,8	46	46	48
Préscolarité	120,3	139,8	151,7	49	49	49
Scolarité obligatoire	849,6	711,9	788,1	49	49	49
Degré primaire	451,0	404,2	445,1	49	49	49
Degré secondaire I	362,3	271,6	298,4	49	49	50
Programmes spéciaux	36,4	36,2	44,6	39	38	37
Degré secondaire II	299,0	295,8	329,9	43	45	47
Ecoles de form. générale ¹	74,8	74,5	103,1	53	55	59
Formation professionnelle ²	224,2	221,3	226,8	39	42	41
Degré tertiaire	85,3	137,5	225,9	30	35	49
Hautes écoles universitaires	61,4	85,9	116,9	32	39	50
Hautes écoles spécialisées	...	...	60,8	...	...	48
Form. prof. supérieure	...	36,2	48,1	...	33	50
Degré indéterminé	–	6,7	11,3	–	51	49

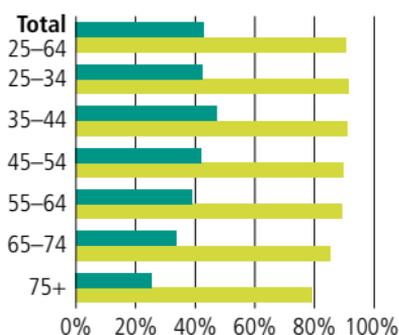
1 Y c. formation des enseignants et préparation à la maturité professionnelle après l'apprentissage

2 Y c. formation élémentaire et préapprentissage

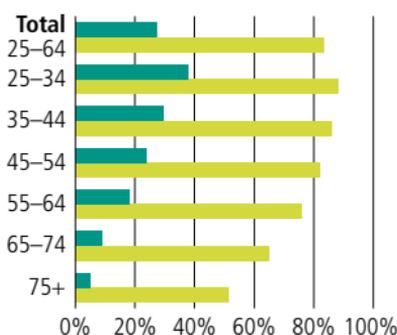
Niveau de formation en 2009

en % de la population résidente

Hommes

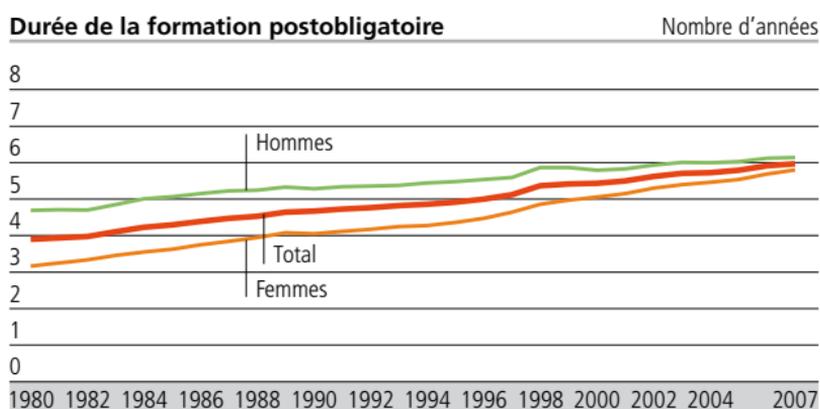


Femmes



■ Degré tertiaire

■ Degré secondaire II et au-dessus



Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. Les différences entre les sexes n'ont pas cessé de s'estomper. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Les hommes continuent cependant de suivre des études plus longues et leur taux d'admission au degré tertiaire est plus élevé. Les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire: elles redoublent moins souvent, sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I. A la fin de la scolarité obligatoire, elles disposent selon l'étude de PISA de meilleures capacités en lecture que les garçons, mais sont moins bonnes que ces derniers en mathématiques. On pense, non sans raison, que cette infériorité des filles en mathématiques est liée à une conception traditionnelle de leur rôle social.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: Certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

PISA 2006: des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE

La Suisse affiche de bons résultats dans tous les domaines testés de l'enquête PISA 2006 (sciences, mathématiques et lecture). En sciences, le domaine prioritaire de PISA en 2006, le score moyen des jeunes Suisses âgés de 15 ans est de 512 points sur l'échelle des compétences; ce résultat est supérieur à la moyenne de l'OCDE (500 points). Si l'on ventile ce résultat selon le niveau des compétences: 10% des élèves de notre pays atteignent un niveau de compétence de 5 ou de 6, contre 9% en moyenne dans les pays de l'OCDE. À l'autre bout de l'échelle, environ 16% des jeunes en Suisse ne dépassent pas le niveau 1 (niveau le plus bas); cette part est de 19% en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Quelques titres de formation en 2008

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 093	57,7
Certif. maturité professionnelle	10 883	44,5
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	57 095	43,7
Dipl. école sup. de commerce	2 555	49,5
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	4 243	31,3
Diplôme fédéral	2 818	19,0
Brevet fédéral	12 468	38,5
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	7 071	47,6
Bachelor	5 804	55,1
Master	361	73,7
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	6 108	57,1
Bachelor	8 690	50,4
Master	5 413	45,4
Doctorat	3 209	41,4

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

**Enseignants en 2007/08
Personnel des hautes écoles en 2008**

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 200	96,0
Scolarité obligatoire ¹	51 000	66,3
Degré primaire	27 900	79,7
Degré secondaire I	23 100	51,0
Degré secondaire II ²	8 300	42,3
Hautes écoles universitaires		
Professeurs	2 900	15,0
Autres enseignants	2 851	24,4
Assistants ³	15 868	40,1
Hautes écoles spécialisées		
Professeurs	4 167	33,1
Autres enseignants	1 945	39,4
Assistants ³	2 268	38,5

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux

2 Formation générale seulement (maturité, écoles de culture générale, etc.)

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation en 2007

en milliards de francs

Total	27,0
dont rémunération des enseignants	14,9
Préscolarité	1,0
Scolarité obligatoire	11,5
Ecoles spéciales	1,4
Form. professionnelle initiale	3,3
Ecoles de formation générale	2,2
Form. professionnelle supérieure	0,2
Hautes écoles, hautes écoles spécialisées	6,7
Inclassables	0,7

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Education, science

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (79% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans et 83% des personnes actives occupées âgées de 25 à 64 ans) a suivi en 2006 une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Toutefois, on note que l'apprentissage informel est nettement plus fréquent que la formation non formelle (74% de la population résidante permanente et 77% des personnes actives occupées pour le premier, contre 48% et 53% pour la seconde).

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,9% de son PIB consacrés à la R-D (2004), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2004, quelque 13,1 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 74%, les hautes écoles pour 23%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2004, elles y ont consacré près de 9,6 milliards de francs, soit un montant presque aussi important que celui qu'elles ont dépensé pour la R-D en Suisse même.

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux travailleurs pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,4 million de lectrices et de lecteurs¹ par édition. En Suisse romande, on trouve même deux journaux gratuits, tous deux fondés en 2005, parmi les trois quotidiens les plus lus: le «Matin Bleu» (559 000 lectrices et lecteurs) et «20 Minutes», l'édition en langue française de «20 Minuten» (526 000 lectrices et lecteurs).

¹ Source REMP MACH Basic (2009/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

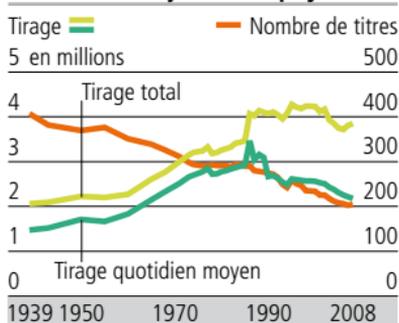
Diffusion d'Internet et de la téléphonie mobile

Le nombre des utilisateurs et utilisatrices d'Internet (qui y recourent plus d'une fois par semaine) est passé de 0,7 million en 2008 à 4,3 millions au 1er trimestre 2009. Plus des trois quarts des ménages disposent d'un ordinateur et, à fin 2007, on comptait en Suisse 2,3 millions de raccordements à large bande (ADSL ou modem par câble). L'essor de la téléphonie mobile a été tout aussi fulgurant: le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 125 000 en 1990 à plus de 1,7 million en 1998, puis à 8,2 millions en 2007, soit 110 raccordements pour 100 habitants.

Le livre n'a pas dit son dernier mot

En Suisse, la production de livres ne semble guère souffrir de la concurrence des médias électroniques: depuis les années 1960, le nombre de nouvelles parutions, qui dépasse aujourd'hui les 11 000 titres par an, a plus que doublé.

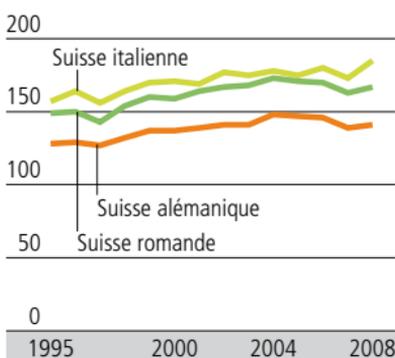
Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2004	2005	2006	2007	2008
Suisse alémanique	106	106	102	105	109
Suisse romande	101	99	97	98	99
Suisse italienne	103	100	96	99	99

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Production de livres en 2008¹

Total	11 126
Allemand	6 331
Français	2 416
Italien	319
Anglais	1 302
Autres langues	758
dont romanche	31

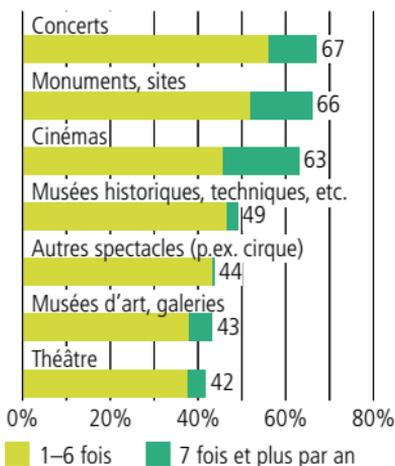
¹ Livres publiés en Suisse et vendus en librairie

Les pratiques culturelles

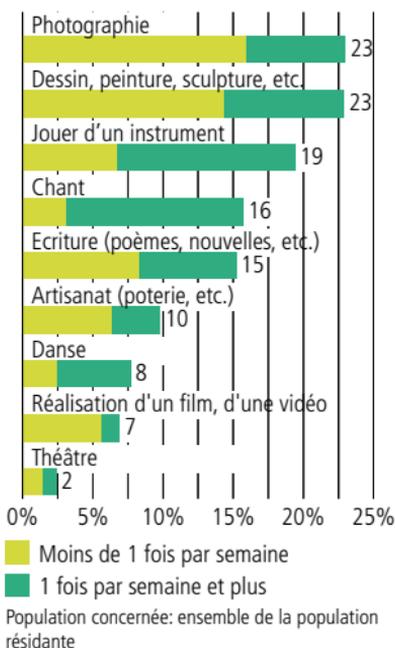
La fréquentation de concerts, la visite de monuments ainsi que le cinéma font partie des activités culturelles les plus appréciées en 2008. Le rock et la musique pop sont les styles musicaux préférés de la population suisse, suivis de la musique classique. On écoute beaucoup de musique en privé, le plus souvent à la radio ou à la télévision. Mais quatre jeunes sur cinq recourent pour cela aussi à des lecteurs MP3. Les personnes ayant un niveau de formation élevé et un bon revenu ainsi que les personnes jeunes sont celles qui utilisent l'offre culturelle le plus souvent; le sexe et la nationalité n'ont quant à eux pratiquement aucune influence sur cette utilisation. Les activités culturelles sont par contre davantage pratiquées dans les villes et les agglomérations qu'à la campagne.

En ce qui concerne les activités culturelles exercées en amateur (autrement dit sur une base régulière et avec une ambition artistique), trois d'entre elles ressortent du lot: la photographie, les beaux-arts et la pratique d'un instrument de musique. Le piano et la guitare sont les instruments les plus utilisés: les femmes privilégient le piano, alors que les hommes préfèrent la guitare.

Taux de fréquentation, en 2008



Activités pratiquées en amateur, en 2008



Cinéma: diversité de l'offre

Après avoir atteint un pic en 1964/65 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectateurs ont reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992/93 a marqué le creux de la vague, avec 302 cinémas et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais cela n'a pas été le cas du nombre des spectateurs (2008: 564 salles et 14,3 millions de spectateurs).

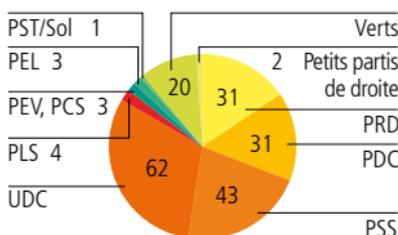
L'offre de films a elle aussi beaucoup changé. Au début des années 1980, environ 3000 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1400. Par contre, le nombre de films projetés en première vision a augmenté de manière continue depuis 2004 (pour s'élever à environ 400 par an).

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Culture, médias, société de l'information

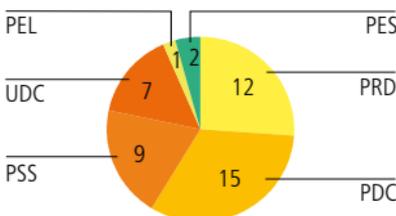
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PRD, 2 PSS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations.

Conseil national 2007: mandats



Conseil des Etats 2007: mandats



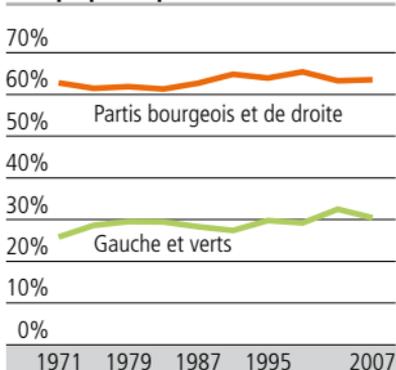
Elections au Conseil national 2007

	Mandats	Force électorale en %
PRD	31	15,8
PDC	31	14,5
PSS	43	19,5
UDC	62	28,9
PLS	4	1,9
Centre ¹	6	4,3
PST/Sol.	1	1,1
Verts ²	20	9,8
Petits partis de droite ³	2	2,5
Autres	0	1,8

1 PEV, PCS, PEL
2 PES, AVF

3 DS, UDF, PSL, Lega
Abréviations, voir plus bas

Camps politiques¹



¹ Force électorale au Conseil national

Elections au Conseil national de 2007

Pendant des décennies, le paysage politique suisse a fait preuve d'une très grande stabilité. Mais, depuis les années 1990, le camp bourgeois subit de profonds bouleversements et différenciations. L'UDC a ainsi plus que doublé le nombre de ses électeurs, devenant le plus grand parti de la Suisse. S'il a, au départ, gagné des voix au détriment des petits partis de droite, il a fini par empiéter sur les terres des deux autres grands partis bourgeois, le PRD et le PDC. Lors des dernières élections, la progression des verts n'a pas permis de compenser les pertes du PSS, de sorte que le camp rose-vert en est sorti quelque peu affaibli. Il est cependant toujours plus fort qu'il y a 20 ans.

Abbreviations des partis

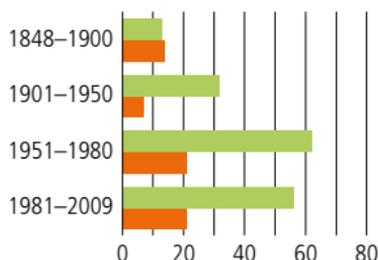
PRD Parti radical-démocratique suisse
PDC Parti démocrate-chrétien suisse
PSS Parti socialiste suisse
UDC Union démocratique du centre
PLS Parti libéral suisse

PBD Parti bourgeois-démocratique suisse
PEV Parti évangélique populaire
PCS Parti chrétien-social
PEL Parti écologiste-libéral
PST Parti suisse du travail
Sol. SolidaritéS

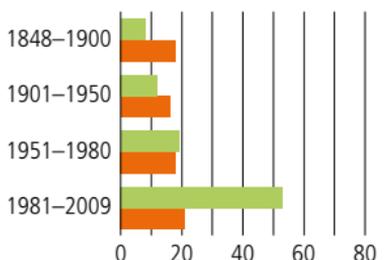
AVF Alternative socialiste verte et groupements féministes
PES Parti écologiste suisse
DS Démocrates suisses
UDF Union démocratique fédérale
PSL Parti suisse de la liberté
Lega Lega dei ticinesi

Votations populaires fédérales

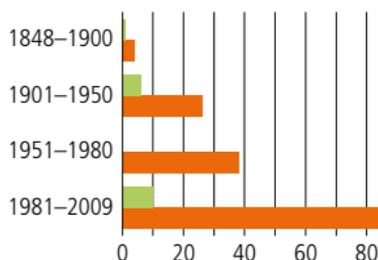
Référendums obligatoires¹



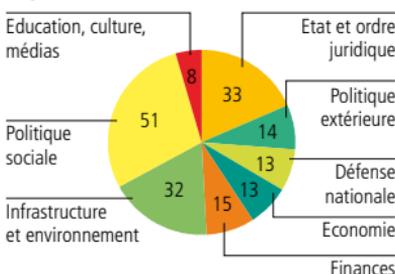
Référendums facultatifs



Initiatives populaires²



Objets 1991–2009

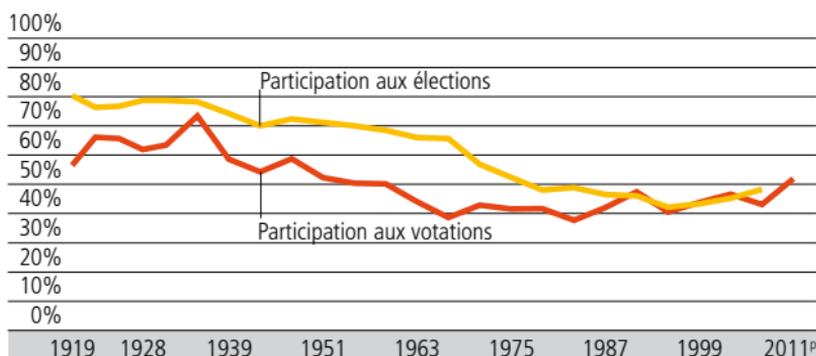


■ Accepté ■ Rejeté

1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections a été enregistré après 1967, explicable notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. Le recul de la participation aux votations s'accompagne de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très différente selon l'objet du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28% et la plus forte de 79%. Depuis la fin du XX^e siècle, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement.

	Comptes des administrations publiques									en milliards de francs		
	Recettes			Dépenses			Solde					
	2000	2007	2008 ²	2000	2007	2008 ²	2000	2007	2008 ²			
Total¹	157,2	190,7	207,0	148,1	179,6	201,4	9,2	11,2	5,6			
Confédération	52,0	58,7	64,2	48,2	54,2	66,0	3,8	4,6	-1,9			
Cantons	62,8	78,2	84,3	60,2	74,7	79,1	2,6	3,5	5,2			
Communes	42,1	49,1	53,4	40,6	46,5	51,6	1,5	2,6	1,8			
Assurances sociales	42,3	52,1	52,0	41,0	51,6	51,5	1,3	0,5	0,5			

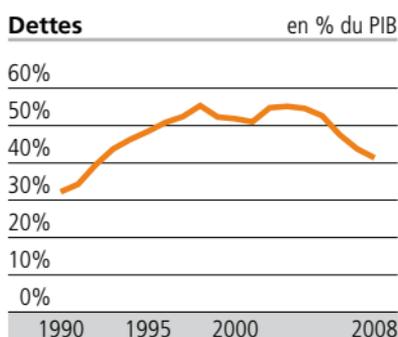
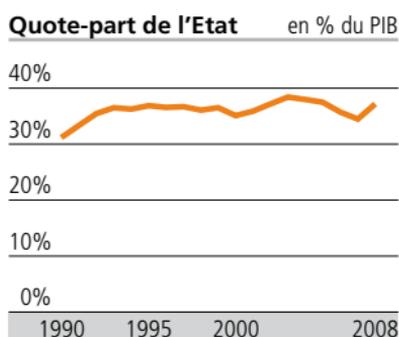
1 Doubles imputations non comprises dans le total (sans la CNA)

2 Données en partie estimées

	en milliards de francs					
	1980	1990	2000	2006	2007	2008
Total	77,1	106,5	218,5	231,3	227,0	223,7
Confédération	31,7	38,5	105,3	123,6	120,9	121,7
Cantons	22,4	30,5	64,1	62,7	61,5	59,7
Communes ¹	23,0	37,4	49,1	44,9	44,6	42,3

Par habitant, en francs aux prix courants	12 072	15 491	30 306	30 604	29 795	29 013
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

1 Données en partie estimées



La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

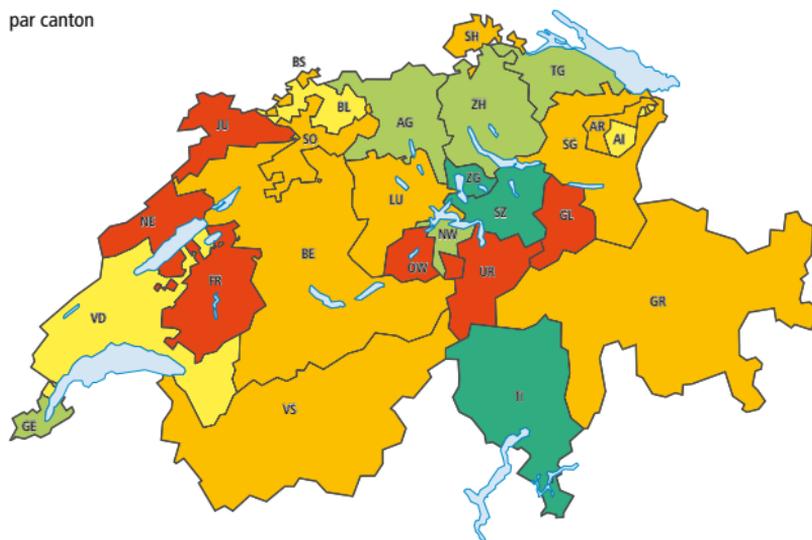
Le taux d'endettement en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture persistant jusqu'à mi-2008 et à la répartition des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire leurs dettes brutes depuis 2005. La quote-part de la dette a chuté fin 2008 à 41,3%.

Recettes de la Confédération, des cantons et des communes

	1990	2000	2006	2007	2007
	en %	en %	en %	en %	en milliards de francs
Total	100	100	100	100	156,6
Impôts	77,8	72,4	71,7	73,1	114,5
Impôts sur le revenu et la fortune	54,5	48,5	48,7	50,4	78,9
Droits de timbre fédéral	2,5	3,2	1,9	1,9	3,0
Impôts sur la propriété et sur la dépense	1,5	1,4	1,4	1,3	2,1
Impôts sur la consommation	16,8	18,0	17,6	17,4	27,2
Impositions spéciales de la consommation	0,4	0,5	1,1	1,1	1,7
Droits de douane	1,4	0,8	0,7	0,7	1,0
Taxes d'orientation agricoles	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes d'orientation	...	0,1	0,1	0,1	0,2
Impôts sur les maisons de jeu	...	...	0,3	0,3	0,4
Autres recettes	22,2	27,6	28,3	26,9	42,1

Charge fiscale sur les personnes physiques, en 2006

par canton



Indice total de la charge grevant le revenu et la fortune des personnes physiques

■ < 75
 ■ 75 – 89
 ■ 90 – 109
 ■ 110 – 124
 ■ ≥ 125
 CH: 100

Dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, par fonction

après déduction des montants comptés à double

	1990	2000	2006	2007	2007
	en %	en %	en %	en %	en milliards de francs
Total	100	100	100	100	146,0
Administration générale	7,0	6,4	6,4	7,5	10,9
Justice, police, police du feu	5,7	5,5	5,8	5,9	8,6
Défense nationale	7,7	4,4	3,4	3,1	4,6
Relations extérieures	1,8	1,8	1,7	1,5	2,3
Enseignement	19,2	18,4	19,6	19,5	28,4
Culture et loisirs	3,6	3,1	3,1	3,1	4,6
Santé	12,4	12,6	14,1	14,5	21,1
Prévoyance sociale	15,5	19,0	20,7	20,8	30,3
Transports	10,6	10,5	10,2	9,7	14,2
Environnement	4,3	3,9	3,5	3,6	5,3
Economie publique	6,0	5,5	4,4	4,1	6,0
dont agriculture	3,7	3,4	3,0	2,9	4,2
Finances et impôts	6,3	8,7	7,1	6,6	9,7

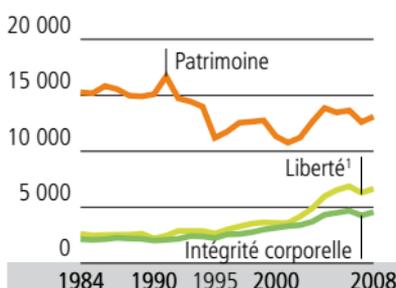
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Finances publiques

Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est souvent difficile de déterminer quels sont les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Condamnations selon le code pénal (CP)

Le nombre de condamnations selon le code pénal est resté pratiquement constant entre 1984 et 2001. Il a connu une forte hausse entre 2002 et 2004. Depuis lors, la courbe s'est largement tassée. Les infractions contre le patrimoine représentent toujours la majorité des infractions contre le CP. Leur nombre est en légère baisse depuis 1984. Celui des infractions contre la liberté (entre autres violation de domicile, menace, contrainte) est par contre en augmentation, ce qui est aussi le cas des infractions contre la vie et l'intégrité corporelle. La nette hausse observée pour ces dernières depuis 2004 semble être due au fait que depuis cette année-là la police peut enquêter dans des affaires de violence domestique même sans dénonciation de la part de la victime.

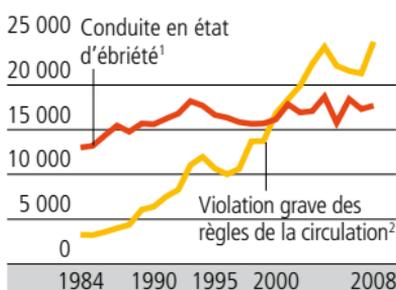
Choix d'infractions (CP)



¹ Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR)

Si l'on se penche sur les infractions au code de la route, on constate que le nombre de condamnations pour conduite en état d'ébriété est resté plus ou moins stable depuis 1984. En revanche, celui des condamnations pour violation grave des règles de la circulation a fortement augmenté. Il s'agit dans la plupart des cas d'excès de vitesse. Cette évolution peut s'expliquer, en partie du moins, par la densification du trafic routier et l'intensification des contrôles.

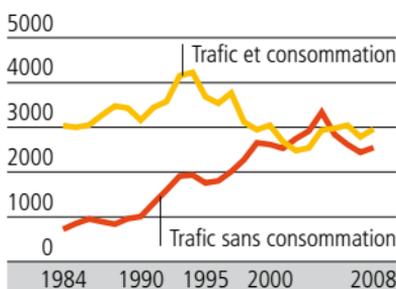


¹ Avec un taux d'alcool qualifié (art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

² Art. 90 ch. 2 LCR

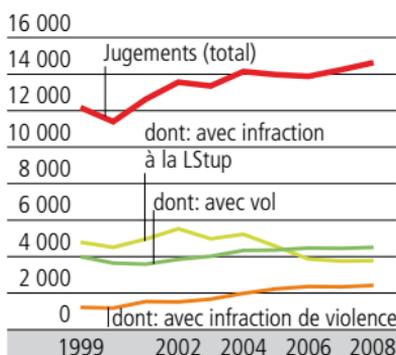
Condamnations selon la loi sur les stupéfiants (LStup)

Le nombre de condamnations pour trafic de stupéfiants est resté assez stable après avoir fortement progressé jusqu'au milieu des années 1990. (Les condamnations pour consommation seule ne sont généralement plus inscrites au casier judiciaire et ne sont donc pas considérées ici).



Jugements pénaux des mineurs

La statistique des jugements pénaux des mineurs recense tous les jugements pénaux prononcés à l'encontre de mineurs (de 10 jusqu'à 18 ans). Lorsqu'un mineur commet une infraction, il existe la possibilité d'essayer de résoudre le conflit entre victime et auteur dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. Si cette tentative aboutit, aucune sentence n'est prononcée, si bien que le cas en question n'apparaît pas dans la statistique des jugements pénaux des mineurs.



Condamnations selon des critères démographiques en 2008

	Nombre	Part en %
Total	91 271	100,0
Hommes	77 408	84,8
Femmes	13 863	15,2
<hr/>		
18–19 ans	4 518	5,0
20–29 ans	32 447	35,6
30–39 ans	22 560	24,7
40–49 ans	17 686	19,4
50–59 ans	9 028	9,9
60 ans ou plus	5 032	5,5
<hr/>		
Nationalité suisse	44 570	48,8
Nationalité étrangère	46 701	51,2

Ce sont surtout les hommes de moins de 40 ans qui sont surreprésentés dans les statistiques criminelles. Parmi les personnes condamnées de nationalité étrangère, on trouve non seulement des résidents étrangers, mais aussi des touristes, des requérants d'asile et d'autres personnes séjournant en Suisse temporairement. Une comparaison directe avec les personnes condamnées de nationalité suisse n'est donc pas possible.

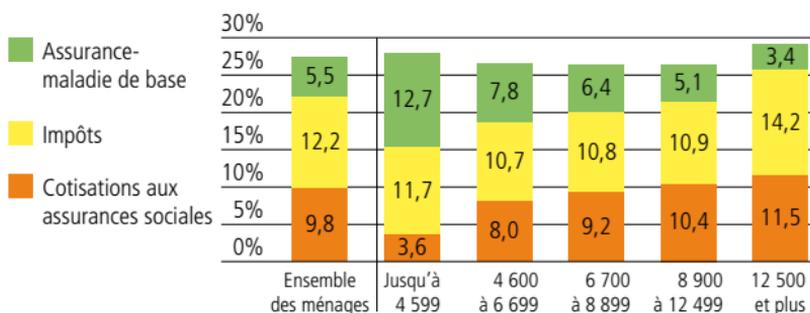
Deux nouvelles peines sont prévues dans le droit des sanctions révisé, en vigueur depuis le 1er janvier 2007: la peine pécuniaire, qui, contrairement à l'amende, est calculée en jours-amende de manière individuelle, en fonction du revenu et de la fortune de la personne sanctionnée et qui peut aussi être prononcée avec sursis, et le travail d'intérêt général. Aujourd'hui (2008), la sanction la plus fréquente est la peine pécuniaire, le plus souvent assortie d'une amende. Les amendes comme peine principale ont pratiquement disparu. Le nombre des peines privatives de liberté sans sursis, dont la durée continue à être majoritairement (65%) égale ou inférieure à six mois, a aussi fortement reculé.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Criminalité, droit pénal

Revenu selon la classe de revenus¹ en 2007

	Ensemble des ménages	Jusqu'à 4 599	4 600 à 6 699	6 700 à 8 899	8 900 à 12 499	12 500 et plus
Structure du revenu en %						
Revenus du travail	73,8	26,4	59,9	70,1	81,0	84,4
Revenus de la fortune et de la location	4,7	5,0	2,9	3,3	3,1	6,8
Revenus issus de transfert	21,5	68,6	37,2	26,7	16,0	8,9
Revenu en francs par mois						
Revenu brut	8 979	3 229	5 731	7 767	10 515	17 568
Dépenses obligatoires	-2 702	-996	-1 635	-2 248	-2 991	-5 608
Revenu disponible	6 276	2 233	4 097	5 520	7 524	11 960

Composition des dépenses obligatoires des ménages en 2007



¹ Les cinq classes de revenus considérées ont été formées de manière à ce que chaque classe comprenne à peu près le même nombre de ménages (environ 20% des ménages). Les revenus (bruts et disponibles) et les déductions sont des moyennes.

Le revenu des ménages:

De quoi se compose-t-il? De combien le ménage dispose-t-il?

La composition du revenu brut du ménage varie considérablement selon la classe de revenu. Dans les classes inférieures, les revenus issus de transfert (tels que rentes AVS) sont nettement prédominants, alors que c'est le cas des revenus du travail dans les classes supérieures.

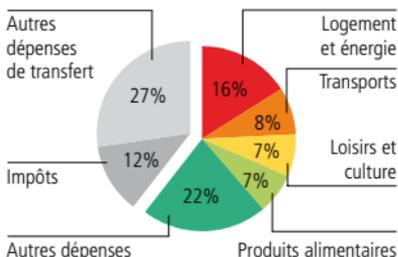
Les dépenses obligatoires comprennent les impôts, les cotisations aux assurances sociales (AVS/AI, caisses de pension) ainsi que les primes pour l'assurance-maladie de base. En 2007, les ménages ont consacré en moyenne 30% de leur revenu brut à de telles dépenses. Cette proportion ne varie que très peu selon le groupe de revenus. Mais sa composition diffère: la part des cotisations aux assurances sociales et aux impôts, qui sont liés au revenu, augmente en fonction du revenu, à l'inverse de celle des primes d'assurance-maladie (non liées au revenu).

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

En 2007, les dépenses de consommation représentaient plus de 60% des dépenses des ménages. Le poste «logement et énergie» en constitue la part la plus importante avec 16%.

Depuis la seconde Guerre mondiale, la part des dépenses consacrées à l'alimentation a passé de plus de 35% à quelque 7%. En revanche, la part des autres dépenses a augmenté: celle pour les transports est par exemple passée de 2% environ à plus de 8%.

Composition des dépenses des ménages en 2007



Que reste-t-il?

En 2007, après déduction de l'ensemble des dépenses, il restait en moyenne aux ménages un montant d'environ 600 francs à épargner, soit 6,8% du revenu brut. Les ménages disposant des revenus les plus bas ne sont en général pas en mesure de faire des économies. Ils dépensent souvent davantage que ce dont ils disposent. Ce constat doit être mis en parallèle avec le fait que 54% des ménages de cette catégorie de revenus sont des ménages de rentiers, qui financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Répartition de la fortune en 2005¹

Classes de fortune nette en milliers de fr.	Nombre de contribuables	
	en absolu	en %
Total	4 607 122	100
0	1 205 036	26,2
1-100	1 875 686	40,7
101-500	1 066 744	23,2
501-1 000	268 394	5,8
1 001-5 000	171 117	3,7
5 001-10 000	12 503	0,3
> 10 000	7 642	0,2

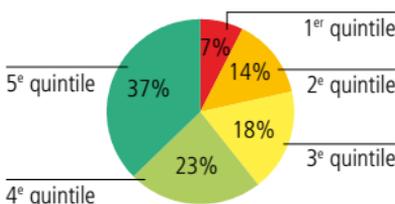
¹ Avoir net au 31 décembre 2005 indiqué dans les déclarations d'impôt des personnes physiques

Répartition des revenus

C'est le revenu disponible d'un ménage, soit le revenu restant après déduction de toutes les dépenses obligatoires, qui est déterminant pour juger de son niveau de vie. Le nombre de personnes composant le ménage et se partageant le revenu en question est également important. Pour déterminer le niveau de vie (ou de bien-être) d'un ménage, on doit tenir compte du nombre et de l'âge de ses membres, autrement dit de leurs besoins effectifs. Les besoins d'un enfant ne sont en effet pas les mêmes que ceux d'une personne plus âgée. On prend en considération ces besoins en recourant à une «échelle d'équivalence». Le «revenu d'équivalence» calculé au moyen de cette échelle sert d'indice du niveau de vie des personnes vivant ensemble dans un ménage. Il y a de grandes différences entre les revenus d'équivalence. En 2007, le cinquième de la population aux plus bas revenus disposait de 7% du revenu total, tandis que le cinquième aux revenus les plus élevés jouissait de 37% de ce même revenu.

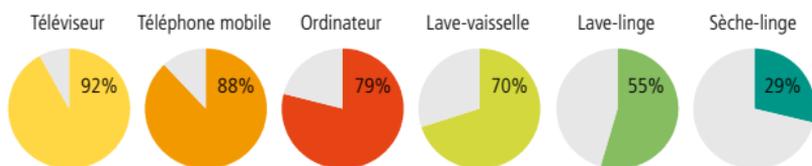
Revenu d'équivalence disponible en 2007

Part des différents groupes de revenu¹ au revenu d'équivalence disponible total



¹ La population est répartie ici en cinq groupes égaux: le premier groupe comprend les revenus les plus bas (premier quintile), etc.

Parts des ménages équipés d'une sélection de biens de consommation en 2007



Où se situe le seuil de pauvreté ?

Si l'on veut fixer le seuil de pauvreté d'une façon qui ne soit pas arbitraire, il faut adopter une valeur de référence. En Suisse, cette valeur est dérivée des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Ces normes, largement acceptées, définissent les sommes d'argent et les prestations qui sont nécessaires pour vivre dignement et être socialement intégré en Suisse. Elles servent à déterminer concrètement les prestations d'aide sociale allouées dans notre pays. Sur cette base, plusieurs hypothèses sont formulées pour opérationnaliser le concept de «pauvreté» en termes statistiques.

Le seuil de pauvreté correspond à la somme des éléments suivants: forfait pour l'entretien (besoins de base définis par la CSIAS) + loyer + primes d'assurance maladie + 100 francs par membre du ménage ayant 16 ans révolus. En 2007, en moyenne suisse, le seuil de pauvreté était de 2250 francs pour une personne vivant seule et de 4700 francs pour un couple avec deux enfants (de moins de 16 ans). Il s'agit en fait de valeurs théoriques, car on calcule un seuil pour chaque canton. Est considérée comme pauvre toute personne âgée de 20 à 59 ans vivant dans un ménage dont le revenu, après déduction des cotisations d'assurances sociales (AVS, AI, etc.) et des impôts, est en dessous du seuil de pauvreté.

Combien y a-t-il de pauvres ?

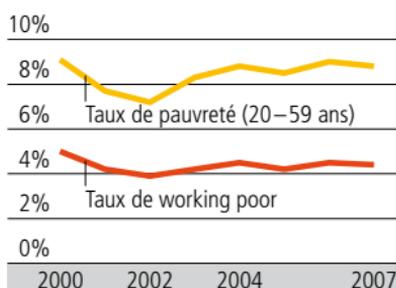
En Suisse, la pauvreté touche environ 380 000 personnes de 20 à 59 ans, soit 8,8% de la population (2007). On appelle «working poor» les personnes qui vivent dans un ménage dont le volume d'activité professionnelle cumulé des membres du ménage est égal ou supérieur à 36 heures par semaine et dont le revenu ne dépasse pas le seuil de pauvreté. En 2007, 4,4% de la population active occupée, soit 147 000 personnes, étaient dans cette situation.

Pauvreté dans différents groupes de population en 2007

	Taux de pauvreté ¹	Taux de working poor ¹
Total	8,8	4,4
Femmes	11,1	4,1
Hommes	6,8	4,6
Etrangers	15,0	7,9
Suisses	6,7	3,3
Type de ménage		
Personne seule	8,7	1,9
Ménage monoparental	26,3	9,9
Couples sans enfant	6,0	2,2
Couples avec 1 enfant	9,1	5,1
Couples avec 2 enfants	11,4	7,6
Couples avec 3 enfants et plus	23,9	18,0

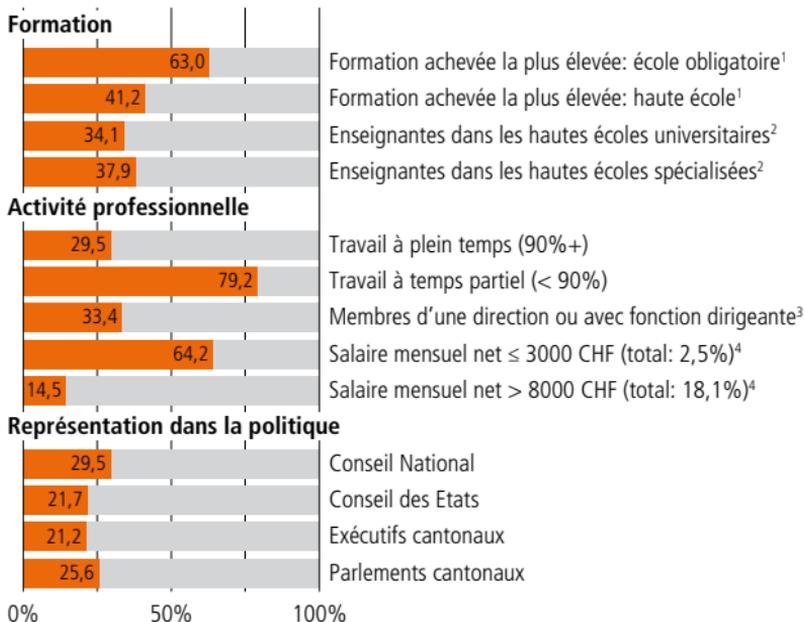
¹ 20–59 ans

Evolution de la pauvreté



Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2008/2009)



0% 50% 100%

1 Population résidante de 25 à 64 ans

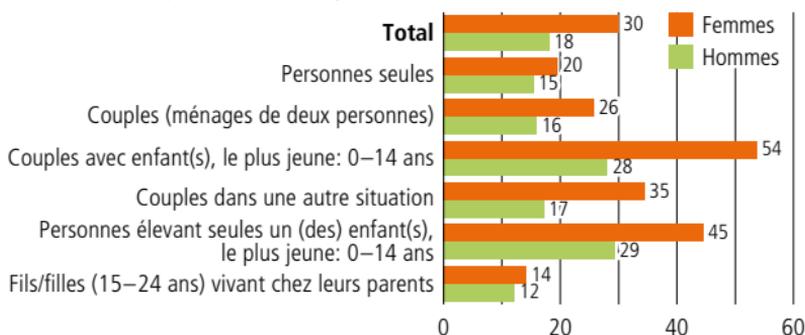
2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

3 Salarié-e-s

4 Salarié-e-s occupé-e-s à plein temps, secteurs privé et public (Confédération)

Temps consacré au travail domestique et familial en 2007

Nombre d'heures par semaine en moyenne



Participation au travail bénévole en 2007

en % de la population résidante

	Femmes Hommes		Femmes Hommes	
Informel	26,3	15,2	Organisé	20,1 27,9
Garde d'enfants de la parenté	8,2	3,7	Associations sportives	5,0 11,4
Soins à des parents adultes	1,8	0,6	Associations culturelles	3,9 5,8
Autres prestations pour la parenté	3,5	3,0	Organisations socio-caritatives	4,4 2,7
Garde d'enfants de connaissances	7,4	1,8	Institutions religieuses	4,3 2,7
Soins à des connaissances adultes	1,5	0,5	Associations de défense d'intérêts	3,0 5,1
Autres prestations pour des connaissances	6,8	6,6	Services d'utilité publique	1,3 3,1
Autres	0,3	0,2	Partis ou institutions politiques	1,0 2,3

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommés-nous sur la bonne voie ?

1 Satisfaction des besoins – comment vivons-nous aujourd'hui?

L'espérance de vie en bonne santé augmente	+	La violence augmente	-
Les revenus n'augmentent pas	=	Le taux de sans-emploi est stable	=

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

La pauvreté ne recule pas	=	Les salaires des femmes se rapprochent peu à peu de ceux des hommes	+
L'aide publique au développement augmente	+		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes ne progressent que très peu	=	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	+
La dette a augmenté	-	Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent	=
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	=	Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	-

4 Découplage – comment les ressources sont-elles utilisées?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	-	La consommation finale d'énergie par personne stagne	=
La part des transports publics augmente	+	L'intensité matérielle fluctue.	=

Appréciation de l'évolution depuis 1990:

+ positif (favorable au dév. durable)
 = neutre
 - négatif (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation. Autre constat ambigu: certaines améliorations à l'intérieur des frontières suisses sont contrebalancées par des dégradations de la situation au niveau mondial.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, 16% des jeunes ne disposent même pas de compétences de base suffisantes en lecture. Et la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

L'empreinte écologique indique le niveau d'exploitation et les limites des ressources naturelles. Actuellement, en Suisse, l'empreinte écologique par personne est trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d'énergie.

Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande. L'empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d'Europe occidentale. Les pays de l'Amérique du Nord et quelques pays d'Europe consomment, par personne, jusqu'à cinq fois plus de ressources disponibles par personne que celles auxquelles ils auraient droit. Les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique se situent sur ce plan nettement au-dessous de la moyenne.

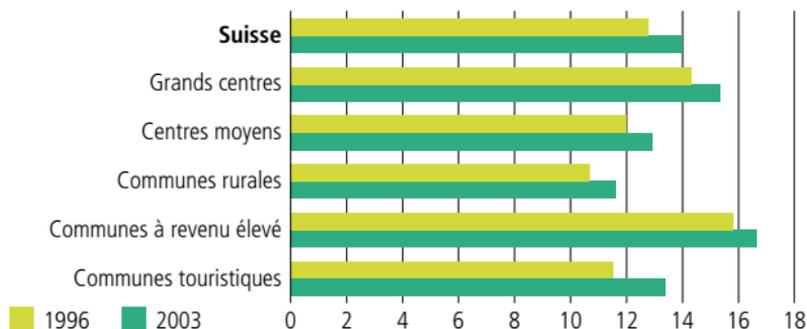
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

Toute société fondée sur la division du travail se caractérise par une grande diversité et par des disparités régionales. Celles-ci sont d'un grand intérêt pour les citoyens, la politique et l'économie. Où paie-t-on des loyers élevés? Quelles régions présentent un fort taux de chômage des jeunes? Selon les cas, les disparités régionales peuvent être considérées comme une contribution positive à la diversité ou, au contraire, comme une réalité négative allant à l'encontre de la cohésion nationale. L'OFS a développé une série d'indicateurs clés qui analysent les disparités régionales de la Suisse dans neuf domaines thématiques.

Loyer moyen

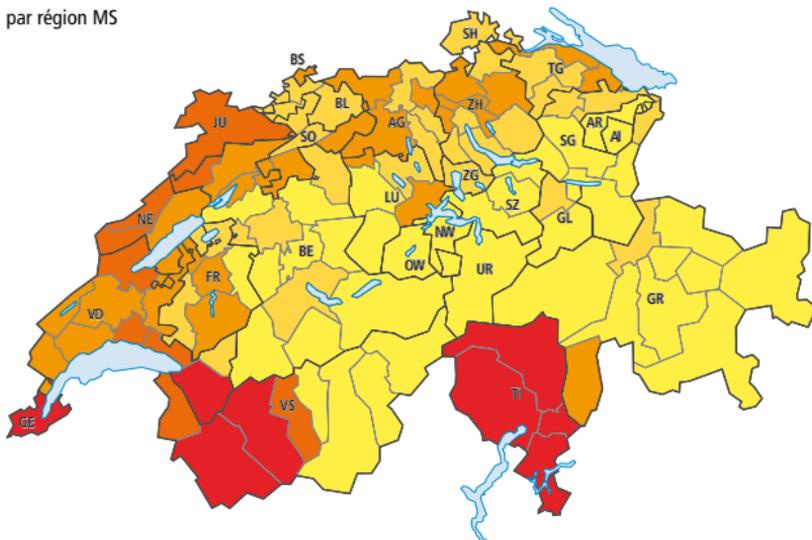
pour une sélection de cinq types de communes

en CHF par m²



Chômage des jeunes, en 2008

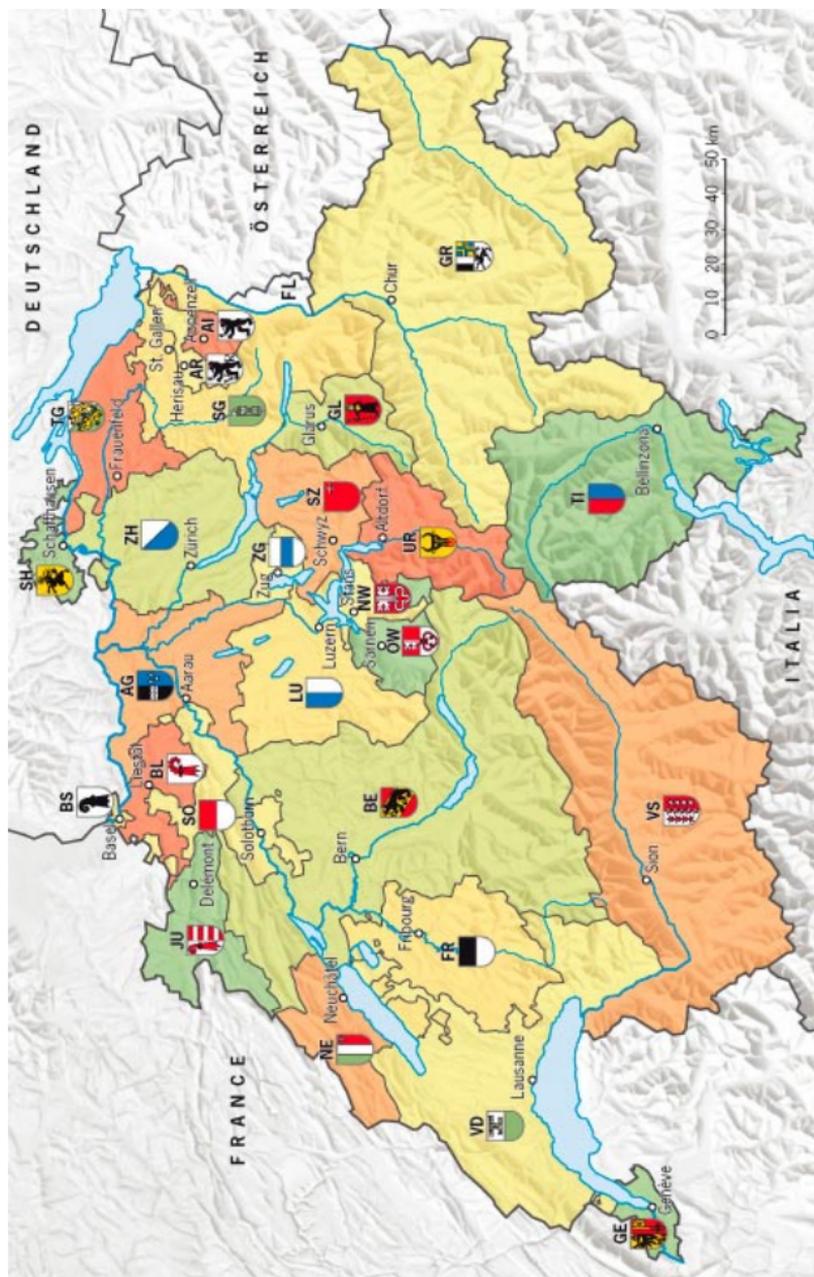
par région MS



Pourcentage des chômeurs de 15–24 ans dans la population active de 15–24 ans



La Suisse et ses cantons

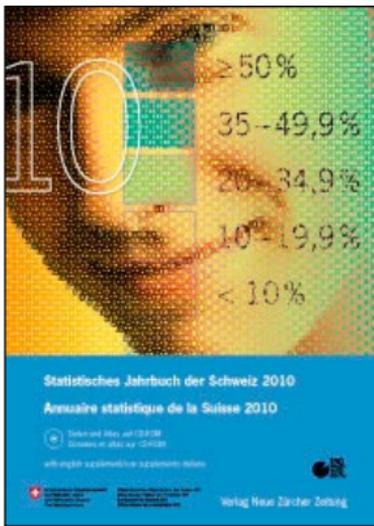


26 cantons
150 districts
2596 communes
Etat 1.1.2010

o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2010 CD-ROM inclus



Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Fourni avec l'annuaire, le CD-ROM contient l'intégralité de l'ouvrage imprimé, de nombreux tableaux sur les statistiques régionales entre autres, ainsi qu'un atlas statistique de la Suisse interactif. Pour l'année jubilaire «150 ans OFS», le CD de l'Annuaire statistique est complété d'un

dossier instructif avec des textes historiques sur l'histoire de l'Office fédéral de la statistique.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 568 pages reliées, 130 frs (avec CD-ROM).

Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch

Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.admin.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. L'infothèque propose différentes banques de données (telles que l'Encyclopédie statistique et la recherche de données en ligne) et des informations complètes sur les bases statistiques (enquêtes, registres, nomenclatures); des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS; la page «Quoi de neuf?» donne un aperçu des publications des 30 derniers jours.